



COLLOQUE

'EGALITE : DE DROIT OU DE FAIT ?'

PARLEMENT EUROPEEN

05.09.2018

Colloque

« Egalité: de droit ou de fait ? »

organisé par l'Alliance Maçonnique européenne (AME)

sous le patronage des Députés européens

Louis MICHEL, Ministre d'Etat

et Thierry CORNILLET

Programme

Accueil par Thierry Cornillet, Député européen

Introduction par Marc Menschaert, président de l'AME

Can we define Europa via the controversial notions “center” and “periphery”?

par Victor Neumann, professeur d'histoire contemporaine d'Europe centrale et orientale à l'Université de Timisoara (Roumanie)

L'égalité à l'heure de l'illibéralisme

par Cristian Pirivulescu, politologue, doyen de la faculté des sciences politiques de l'Ecole nationale des Etudes politiques et administration de Bucarest, président d'honneur de l'association Pro Democratia (Roumanie)

Les architectes de l'Europe : la construction fédérale dans un monde globalisé

par Santiago José Castilla Surribas, professeur de droit public international et de relations internationales à l'Université Rovira y Virgili de Tarragone (Espagne)

La politique migratoire de l'Europe : quelles alternatives ?

par Kati Verstrepen, présidente de la Liga voor Mensenrechten (Belgique)

Est-ce qu'il est possible de créer une conscience européenne commune de valeurs éthiques ?

par Gabriele Eder, historienne,
Grand Maître du Grand Orient d'Autriche

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits (article 1^{er} de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme)

par Philippe Foussier, journaliste politique, passé Grand Maître du Grand Orient de France

Questions - réponses et clôture du Colloque

Accueil par Thierry CORNILLET
Député européen

Bonjour à tous, bienvenue dans votre maison commune, puisque cette maison à cette caractéristique, et merci de votre mobilisation.

Effectivement, le président vous en parlera tout à l'heure, avec Louis Michel, on a permis l'organisation logistique de cette idée de l'AME ici sur un thème, un thème que je crois être extrêmement passionnant. Alors, la question qu'on va traiter, je ne vais pas la déflorer, la qualité des intervenants que je remercie de leur mobilisation, nous amèneront tous les éléments de réponse mais aussi une question extrêmement simple : « Egalité de droit ou de fait ? » mais avec l'expérience universitaire, je me suis toujours méfié de questions simples parce que derrière elles déploient des difficultés que parfois on n'imagine pas. Alors, bien sûr, député, je fais naturellement de la politique, j'ai aussi été maire donc je me souviens très bien du fronton de ma mairie avec ce que reconnaît la République française, l'égalité au même titre que la fraternité et la liberté. On la retrouve aussi dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, donc ce principe d'égalité n'est absolument pas contesté même si, dans la réalité, nous en parlerons souvent et je pense notamment à l'égalité Homme-Femme et à l'égalité entre les peuples qui posent quelques véritables problèmes. Donc, il y a effectivement une interrogation philosophique à se poser sur ce sujet qui nous occupera. Permettez-moi d'essayer de la définir en creux : qu'est-ce que cela n'est pas ?

L'égalité de fait n'est pas l'égalitarisme, mais l'égalité de fait tend vers l'égalitarisme. Qui consiste à favoriser certains par rapport à d'autres et donc qu'on peut considérer qu'il y a là une atteinte à l'égalité de droits.

Cela suppose donc que certains aient un droit de tirage de façon à leur permettre, au nom de l'égalité, de rattraper ceux qu'ils considéraient comme n'étant pas égaux avec eux. C'est donc une différence de traitement pour lutter contre les inégalités sociales. Ce n'est pas non plus l'équité, cela suppose aussi un traitement différencié puisqu'on suppose inévitable, cela a suivi des discussions et s'est affirmé comme tel mais, de facto, si vous voulez le constater, l'inégalité matérielle, c'est en fait une conséquence tout à fait heureuse de l'égalité en droit puisque chacun y a les mêmes possibilités, les hommes tirent profit de leurs aptitudes particulières et de facto peuvent créer des inégalités avec les autres hommes. Combattre les inégalités, c'est en tout cas vrai en matière politique, c'est combattre les différences, les diverses formes de domination qu'elles soient, que ce soit des dominations économiques, que ce soient des dominations culturelles ou des dominations religieuses et là, on voit bien, j'en reviens à l'égalité Homme-Femme qu'il peut parfois y avoir un cumul de tout ce qui conduit à cela.

Alors égaux, cela ne veut pas dire non plus identiques. Nous sommes effectivement égaux mais égaux par rapport à quoi ? Par rapport à qui ?

Est-ce qu'on est égaux dans la vie économique ? La raison nous amène à dire que non. Est-ce qu'on est égaux dans la vie culturelle ? Est-ce que nous sommes égaux dans la vie spirituelle ? Ces discussions vont je pense naturellement au-delà cette simple interrogation.

Donc, en fait, l'égalité peut-on la définir par ce qu'elle n'est pas c'est à dire en fait une absence de domination plutôt par ce qu'elle est et, si on ne veut pas qu'elle reste un mot sur le fronton des mairies, il faut être actif et essayer de décliner les actions pour lutter. Je vais n'en prendre qu'une, c'est l'égalité des chances.

C'est tout le rôle de l'école républicaine, de redonner, par rapport à l'endroit dont vous venez, une égalité de chances de traitement et c'est le sens d'ailleurs de la méritocratie et du concours qui permettent de fait abstraction d'inégalités initiales encore que cela puisse être discuté. Donc ce principe est un principe fondamental qui constitue la base de fait de la construction communautaire et permettez-moi de conclure sur ça.

Les pères fondateurs dont l'idée de génie a été non pas de faire la paix, mais de se donner les moyens de ne plus jamais se faire la guerre, ont mis le principe du droit comme devant en fait gérer les questions entre les petits et les grands pays qui constituent l'Union Européenne. On le retrouve dans le traité de Rome de 1957, l'interdiction de discriminer sur des critères de nationalité et de sexe, on le retrouve encore plus détaillé dans le traité d'Amsterdam de 1997. Je cite « le législateur doit prendre les mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. Donc, c'est assez détaillé et enfin on la retrouve dans la charte des droits fondamentaux dont j'ai eu le grand plaisir d'être un des rédacteurs, dans son article 20 où toutes les personnes sont égales en droit, donc pour assurer cette égalité, comment fait-on ?

La Commission s'assure de son application uniforme sur le terrain de l'UE, la cour de justice européenne tranche et on doit supposer que le droit européen a une valeur supérieure aux droits internes, ce sont les fameux diktat de Bruxelles dont parlent de très nombreux nationalistes.

En fait, c'est beaucoup plus complexe que cela parce que, comment assurer l'égalité dans des états dont la démographie est différente ? L'égalité entre Etats contribuerait donc à établir une inégalité dans la représentation des citoyens mais par contre, si l'on applique inversement le principe d'un homme = une voix, cela marginaliserait les petits états. On s'est donc efforcé dans cette maison de trouver une solution pragmatique à la fois dans la représentation parlementaire puisque quelle que soit la grandeur de la population vous avez 96 députés au maximum et quel que soit l'état que vous représentez, vous avez 6 députés comme représentants.

Aux sommets européens où se prennent des décisions la solution adoptée a été qu'en fait il y ait des regroupements d'états qui permettent d'imposer à d'autres un certain nombre de choses encore que le traité d'Amsterdam admet maintenant qu'on puisse ne pas avoir une décision uniforme.

La règle, c'est 55% des pays qui représentent 65% de la population donc ça enlève en fait aux grands pays la possibilité d'avoir un diktat.

Quand la cour de justice est dépourvue de pouvoir et cela arrive, c'est là où on relève des disparités nationales parce que la rigueur est inégale puisqu'elle n'existe pas. Je ne prendrai qu'un exemple dont on parle beaucoup, c'est le déficit de la dette.

Et donc la devise de l'UE, c'est l'union dans la diversité mais comment reconnaître la diversité si on assure l'égalité de droit ? Comment concilier cette quête avec le principe de subsidiarité dont je vous rappelle que, sous ce nom barbare, c'est une réalité, les décisions doivent être prises au bon niveau où elles doivent être prises, cela veut dire en clair le plus proche possible de ceux qui vont en être directement bénéficiaires ou les subir

Comment empêcher que les marges de manœuvre laissées aux Etats dans l'application des directives européennes ne créent pas trop de distorsions et donc d'inégalités ? C'est une des grandes questions qu'on se pose dans cette maison et donc le sujet est extrêmement complexe et les discussions très certainement pourront apporter des éléments de réponse.

Merci à tous d'être ici, et merci aux orateurs qui vont s'exprimer.

Introduction par Marc MENSCHAERT
Président de l'Alliance Maçonnerie Européenne

Merci Monsieur Cornillet et merci aussi à Monsieur Michel pour nous avoir permis d'organiser ce colloque dans les locaux du Parlement Européen.

Alors, pourquoi ce colloque organisé ou coorganisé par l'Alliance Maçonnerie Européenne qui, je vous le rappelle, rassemble des Obédiences Maçonneries réparties pour le moment dans 14 pays européens, pourquoi ce colloque, le deuxième d'ailleurs, parce que, à notre sens, il est important que la Maçonnerie affirme haut et fort son idéal. Dans une démocratie, il est important que la Maçonnerie soit transparente quant à ses valeurs et donc il est important que la Franc-Maçonnerie, parce qu'elle est un laboratoire d'idées, intervienne dans le débat politique.

En effet, nous devons intervenir dans le débat politique et lutter contre ces populismes qui racontent des demi-vérités et jouent sur les peurs des gens. Evidemment, nous devons intervenir dans ce débat pour déjouer la tentation des replis communautaires, nous devons intervenir pour lutter par exemple contre la volonté du nouveau gouvernement italien d'obliger des députés à dévoiler leur appartenance à la Franc-Maçonnerie, ceci a un relent des années 30. Nous devons intervenir dans le débat parce que nous devons faire savoir de quelle façon les valeurs de liberté et d'égalité peuvent être respectées dans cet espace européen.

Tel est l'enjeu de notre idéal dont on peut mesurer l'actualité dans un monde déchiré où règne l'individualisme et où on a oublié les mots de solidarité et de bien commun.

Nous devons intervenir dans le débat parce que, à l'heure où la barbarie et le fanatisme frappent, la Franc-Maçonnerie doit proposer des solutions et faire avancer la société grâce à ses réflexions partant de notre idéal de respect et de justice. Nous devons intervenir parce qu'il est temps d'agir pour défendre des populations fuyant leur pays en guerre où le fanatisme tue tous les jours, des populations fuyant leur pays en proie à des désastres économiques.

En ce qui concerne les réfugiés, il est temps d'expliquer la richesse de l'apport de ceux-ci, il est temps de lutter contre cette politique de repli sur soi-même, il est temps d'affirmer la nécessité de la solidarité.

C'est pour toutes ces raisons que l'Alliance Maçonnerie Européenne a décidé d'organiser ce colloque « Repenser l'Europe » avec comme sous-titre : « Egalité : de droits ou de fait ? » parce que évidemment nous devons dans ce débat apporter notre pierre.

Alors oui, cette société à créer est possible mais elle nécessite un vrai débat, un vrai débat pour définir un projet de société, non pas un débat comme on a aujourd'hui où on est intéressé par le fait-divers ou par la petite phrase qui fera monter l'audimat, non, une réflexion de fond pour pouvoir tracer les contours de la société de demain.

C'est parce que nous avons l'habitude des débats et la capacité de construire sur les différences que nos réflexions peuvent être utiles à ce grand projet. Ce colloque permettra de tirer certaines lignes directrices. L'Alliance maçonnique européenne continuera à travailler sur ces projets, permettant de mieux réfléchir, de mieux élaborer, de peut-être publier une suite aux réflexions qui auront été lancées aujourd'hui parce que, pour nous, il est important d'apporter cette réflexion pour repenser l'Europe et c'est à cette œuvre que les maçons aujourd'hui doivent travailler.

**Conférence de Victor NEUMANN,
Professeur d'histoire contemporaine d'Europe centrale et orientale
à l'Université de Timisoara (Roumanie)**

EST-IL POSSIBLE D'INVESTIGUER L'EUROPE A TRAVERS LES NOTIONS «CENTRE» ET « PERIPHERIE » ?

Comment établir quel est le centre et quelle est la périphérie ? S'agit-il ou non de notions interchangeables ? Si la structure d'une civilisation est importante, alors quel sens y a-t-il à introduire la perspective « centre » - « périphérie » dans une analyse culturelle et historique ? Serait-ce une illusion d'inspiration libérale qui nous amène à penser les relations à l'intérieur d'un continent à travers de prétendues formules fixes, dérivées de la géographie ? Une illusion explicable par la paire notionnelle « nous » et « vous » ? Ou bien une invention à message idéologique, dans lequel les concepts d'« Europe » et d'« autre Europe » viendraient suggérer l'avancement de certains États du continent et l'arriération d'autres États, et aussi les inégalités socio-économiques et leurs conséquences ?

Lorsqu'il s'agit de débats politiques, l'emploi des notions de « centre » et de « périphérie » pourrait être une excuse pour ceux qui souhaitent éclaircir leurs termes et langages. Par contre, lorsque c'est la motivation d'une démarche culturelles, les perspectives peuvent devenir réductionnistes, la théorisation peut être tributaire de préjugés, les résultats risquent d'être subordonnés aux intérêts idéologiques du moment. Le temps et l'espace sont quantifiés de manière différente en fonctions des traditions religieuses, du passé culturel et historique, des notions et des langages, indiquant certaines particularités. Cependant, ils ne motivent pas les perspectives dichotomiques que l'historien pourrait se croire en droit d'utiliser dans ses interprétations. Les réalités invoquées suggèrent des formes de l'existence humaine sans générer ou décrire des rapports – de quelque nature que ce soit – entre un supposé « centre » et une imaginaire « périphérie ». Quelques contributions fondamentales de ces dernières décennies apportent une perspective novatrice sur l'Est de l'Europe et sur la culture identitaire du continent dans son ensemble, mettant en question l'approche susmentionnée. Alors qu'une culture se produit dans un certain contexte socio-politique, les deux étant liés¹, l'histoire est le résultat des interprétations renvoyant à une possible compréhension, à un système de valeurs, aux hommes et aux civilisations, à l'identification de la structure de pensée de l'individu et des collectivités dans une certaine période et dans un certain espace. Elle peut être une narration du passé, mais non pas linéaire ni corsetée dans divers préjugés religieux, ethno-culturels, nationaux ou économiques, sur lesquels on puisse se fonder pour trouver des justifications pour la situation présente.

Nous avons pu voir comment le transfert de la communauté politique en arrière dans le temps – comme l'ont fait les romantiques et beaucoup de leurs héritiers – a fondé de façon anachronique la nation et l'État national. La conceptualisation de la modernité ne fait pas abstraction de ce type d'organisation, les évolutions technique et économique de l'humanité étant rarement accompagnées de l'inclusion des diversités culturelles et communautaires. Il

¹ Reinhart Koselleck, *Begriffsgeschichten. Studien zur Semantik und Pragmatik der politischen und sozialen Sprache*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 2006, p.108.

n'existe pas de « centre » et de « périphérie » définissables par des notions ayant des sens acceptables pour la plupart des cultures européennes.

Lorsque nous parlons de l'Europe, « le centre » et « la périphérie » sont les produits de notre imagination. Un exemple excellent est celui de la construction d'une véritable géographie imaginaire des Balkans dans les littératures anglaise et américaine². Dans son livre « *Inventing Ruritania. The Imperialism of Imagination* » (Invention de la Ruritanie. L'impérialisme de l'imagination), Vesna Goldsworthy fait une investigation des archétypes créés par des écrivains célèbres, par une vaste production littéraire et cinématographique au sujet de la Péninsule balkanique et de ses mondes. Ces archétypes sont apparus au XIXe siècle et se sont perpétués jusqu'à présent. Utilisés dans la politique et dans « l'industrie de la conscience » basée sur les médias, ils sont un indice concernant non seulement la falsification des réalités, mais aussi la manière dont cette région a été exploitée en tant qu'objet du dialogue des cultures dominantes avec elles-mêmes. Comme résultat, les sociétés, et surtout les élites de cette région de l'Europe ont été et continuent d'être obligées à apprendre non seulement le vocabulaire de l'Ouest mais aussi les stéréotypes que celui-ci a assimilés. Absous en apparence d'une possible accusation de racisme, le langage culturel et politique occidental a créé par la notion de Balkans une altérité blâmable pour tout et n'importe quoi³. Vesna Goldsworthy soutient avec de nombreux arguments que, malgré le sens opposé à celui d'« européen » donné à l'adjectif « balkanique », la Péninsule balkanique fait partie de l'Europe. L'emploi de l'adjectif « balkanique », adressé d'habitude au voisin, a été et reste souvent le résultat de l'ignorance et du bigotisme.

L'Europe est un conglomérat de systèmes politiques et économiques issus de multiples valeurs religieuses et culturelles, tributaires à leur tour de l'espace où elles sont nées et ont évolué. Les particularités dérivent de la multitude des appartenances : Rome catholique, Byzance orthodoxe, Nord protestant, Sud méditerranéen, Ouest anglo-saxon ou franco-hollandais, Est russe. Bien entendu, la géographie a un rôle important. Les espaces indiquent plusieurs sens qui se trouvent synthétisés dans le concept d'Europe, une partie de ces sens dérivant des héritages historiques pluriels, des langues parlées et écrites, des religions anciennes et nouvelles. Il est certain que la modernité ne se réclame pas seulement de discontinuités (ruptures) par rapport au Moyen Âge, mais aussi de continuités, des valeurs perpétuées d'une époque à l'autre et qui ont conféré une note d'authenticité aux hommes et aux espaces. En les étudiant, on découvrira l'ensemble de valeurs qui ont rendu possible une construction civilisationnelle et, finalement, une identité.

Les fondements du renouveau furent posés à l'époque où l'Europe était organisée en principautés, royaumes et empires, où les villes et les régions peuplées de plusieurs groupes linguistiques et religieux construisaient sans préjugés un *sensus communis*. La compréhension de la modernité de l'Europe, datant de la phase précédant la genèse de l'idée de nation, exige la connaissance de la condition et des significations transnationales de l'histoire du continent. Par ailleurs, il faut comprendre que chaque région de l'Europe est définissable non seulement sur la base de l'économie ou du statut politique et juridique des

² Pour la fausse représentation des Balkans dans les cultures occidentales, voir Maria Todorova, *Imagining the Balkans*, Oxford University Press, New York, Oxford, 1997; Vesna Goldsworthy, *Inventing Ruritania. The Imperialism of the Imagination*, Yale University Press, London, 1998.

³ Vesna Goldsworthy, *Inventing Ruritania...*, pp. 232-233.

communautés, mais aussi en fonction de traditions, d'héritages historiques et de réflexes mentaux acquis dans un certain type d'habitat. L'expérience politique rationalisée dans le cadre d'une pensée procédurale, ainsi que la logique de la vie politique n'est que l'une des initiatives du monde moderne. Dès lors, ce qui est en question, c'est la logique de l'État, entendu sur la base du droit naturel et du contrat, mis en œuvre par l'utilisation d'un appareil raisonnablement construit, d'une logique garantissant une contrainte juridique accrue⁴. Cependant, le concept d'État devrait être vu en relation avec celui de culture aussi, étant la création des hommes libres située au-delà des contraintes socio-économiques. Quant au concept de culture, celui-ci est fondamental non seulement parce qu'il attire, comme le considère Reinhart Koselleck, la cohésion sociale, mais aussi parce que grâce à ce concept on peut déceler les particularités communicationnelles et de représentation des hommes en fonction du temps et de l'espace, le sens donné à leurs transformations ou innovations.

La conceptualisation de la modernité ne se limite pas à un certain temps ou à une certaine géographie, comme elle ne se limite pas non plus à des principes invariables, c'est-à-dire à un seul modèle d'existence sociale. Dans la phase de transition à la modernité, et surtout lors de l'installation dans la modernité, l'acception sociale ou libérale du concept de culture devient relativement similaire dans tous les espaces européens. Il y a des milieux intellectuels – par exemple ceux de l'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est – dans lesquels les différences de rang social ou professionnelles n'ont pas eu un rôle fondamental, comme ce fut le cas en Occident. À l'Est, le processus de modernisation a eu lieu moins à travers des spécialisations strictes, des normes administratives précises, un système juridique élaboré, que grâce aux contributions de personnalités remarquables, créatrices dans plusieurs domaines, qui manifestaient leur attachement aux valeurs spirituelles traditionnelles et en même temps aux nouvelles valeurs intellectuelles, sans voir aucune contradiction entre elles. L'intelligentsia russe, par exemple⁵, est symptomatique pour un tel trajet, étant non seulement en relation avec les courants d'idées occidentaux ou sous leur influence, mais aussi développant un concept culturel moderne dans lequel sont amalgamées l'originalité de sa propre culture, ses visions ou obsessions historico-religieuses et identitaires, ses perspectives harmonieuses et ses points de vue radicalement critiques.

Comment peut-on comprendre l'Europe ? Comment peut-on dépasser les limites créées par l'Etat-Nation et par la propagande des populistes et des nationalistes ? Il faut abandonner l'interprétation suggérée par les notions dichotomique <centre> et <périphérie> et il faut découvrir l'histoire commune, l'héritage commun et, par l'imagination, les valeurs communes sans affirmer chaque fois ou interroger chaque fois les hommes et les sociétés sur les différences ethniques ou nationales. L'Europe était un concept fondamental et innovant pour la République des Lettres. Si l'idée de la nation a des limites visibles dans toutes les domaines, l'intelligentsia contemporaine - y compris les media - à besoin des idées de la République des Lettres, des idées d'un Homo Europeus lumineux.

⁴ Merio Scattola, « Begriffsgeschichte und Geschichte der politischen Lehren », in *Typologie der Formen der Begriffsgeschichte*, Felix Meiner Verlag, Hamburg, 2010, pp. 75-76.

⁵ Isaiah Berlin, *The Power of Ideas*, Edited by Henry Hardy, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 2000. Voir le chapitre « Russian Intellectual History », pp. 68-78.

**Conférence de Cristian PIRIVULESCU,
Politologue, doyen de la faculté des sciences politiques de
l'École nationale des Etudes politiques et administration de Bucarest,
président d'honneur de l'association Pro Democratia (Roumanie)**

L'EGALITE A L'HEURE DE L'ILLIBERALISME

Un spectre hante l'Europe : non, ce n'est plus le spectre du communisme, mais de l'illibéralisme. Ceux qui s'inquiètent du progrès des idées libérales ne sont pas seulement les politiques populistes : ils sont les derniers qui s'ajoutèrent à cette vision, qui a résisté silencieusement pendant un demi-siècle aux catacombes de la pensée, chuchotant dans la redoute impénétrable de la famille et de la tradition religieuse, pour passer d'abord à l'offensive. Dans son numéro du 26 août le quotidien catholique *La Croix* titre, à propos du discours du pape à Dublin : „**Le pape met en garde l'Irlande contre une dérive libérale**”. Mais que dit exactement le pape François, un pape considéré comme un réformateur : «
Pouvons-nous dire que l'objectif de générer la prospérité économique ou financière conduit de soi à un ordre social plus juste et plus équitable ? », s'est interrogé le Pape à Dublin. «
Ne se pourrait-il pas au contraire que la croissance d'une "culture du déchet" matérialiste, nous ait rendus de fait plus indifférents aux pauvres et aux membres plus vulnérables de la famille humaine, y compris les enfants non nés, privés du droit même à la vie ? » Déjà dans son encyclique de 2015 *Laudato Si'* le pape François semble consacrer l'idée de l'absolue divergence du christianisme et du libéralisme en utilisant comme argument l'argument environnementaliste. Mais cette tendance n'est pas nouvelle. Dans son encyclique *Evangelium vitae*, le Pape Jean-Paul II condamne “*le mythe démocratique*” qui veut que la loi émane du consensus des citoyens. Et dans *Veritatis Splendor*, il pose clairement le problème fondamental de l'idéologie libérale : „*Dans certains courants de la pensée moderne, on en est arrivé à exalter la liberté au point d'en faire un absolu, qui serait la source des valeurs. C'est dans cette direction que vont les doctrines qui perdent le sens de la transcendance ou celles qui sont explicitement athées*”.

Il y a un an, en septembre 2017, Viktor Orban a tenu deux discours qui se complètent pour la rentrée parlementaire. Dans le premier discours qui a eu lieu devant un parterre d'intellectuels chrétiens invités au parlement, parmi lesquels le cardinal de Hongrie Péter Erdő, il a considéré que pour la Hongrie et l'Europe centrale le “libéralisme occidental signifierait un suicide spirituel”. Quelques jours plus tard, dans son deuxième discours de rentrée, cette fois devant le parlement réuni, Viktor Orban a expliqué, abordant la question migratoire et le soi-disant Plan Soros que «
l'ancien ordre mondial économique et politique est terminé et qu'un nouvel ordre mondial vient, et on ne peut l'empêcher ».

Mais pourquoi le libéralisme est-il tant maudit? L'idée centrale de cette réaction est que la liberté individuelle et la société fondée sur elle sont incompatibles avec l'égalité. Et cette idée n'était pas étrangère à la vision soutenue par les représentants du néolibéralisme économique comme, par exemple, Frederick Hayek. Pour les représentants de l'école de Chicago, la liberté est préférable à l'égalité. Mais le néolibéralisme n'a en réalité pas beaucoup de point commun avec le libéralisme classique. Son objectif pratique n'a d'ailleurs rien avoir avec le libéralisme économique, celui d'Adam Smith, et encore moins avec le libéralisme politique.

Le libéralisme est devenu avec le temps un terme générique qui a tellement été employé à tort et à travers que l'on ne sait plus exactement ce que recouvre ce terme. Il n'existe pas de consensus sur la définition du libéralisme ni sur ses concepts cardinaux : la liberté, l'égalité, l'individualisme, le libre-échange, l'utilité, les droits de l'homme. Et on peut distinguer entre un libéralisme politique, un libéralisme économique et un libéralisme éthique. Mais le libéralisme politique appelle nécessairement le libéralisme moral.

Mais, au-delà de toutes les difficultés, le libéralisme politique est une théorie qui entre en conflit avec la tradition, la vision conservatrice sur la société et les conservateurs. Si la Réforme religieuse du XVI^{ème} siècle, comme le suggère Jean Claude Michéa, peut expliquer la genèse du libéralisme politique, le fondement philosophique du libéralisme politique est imprimé de cartésianisme, la méthodologie cartésienne permettant de résoudre et d'analyser les problèmes en procédant à des raisonnements cloisonnés. Si un problème est difficile à résoudre de prime abord, il suffit de le découper en petites parties, d'analyser chaque partie séparément, et l'ensemble du problème sera résolu en additionnant ces petites parties. La même méthode a été utilisée par les libéraux politiques pour expliquer comment pouvons défendre les libertés. Montesquieu, par exemple, a élaboré sa théorie de la séparation de pouvoirs en utilisant un tel procédé. Pour les libéraux le but a été de créer une société gouvernée par le logos et la raison.

Pour la Révolution française de 1789, il n'y a pas de contradiction entre la liberté et l'égalité. L'idéal égalitaire des Jacobins va de soi. Disciples de Rousseau, ils s'appliquèrent à éradiquer les inégalités héritées de l'Ancien Régime. Mais en même temps les Jacobins ont consacré la liberté. Disciples de Montesquieu, ils ont développé des institutions politiques qui respectent le principe de la séparation de pouvoirs. Et cela se ne relève pas du paradoxe. En fait, la liberté et égalité ne sont-elles pas *a priori* incompatibles ? C'est vrai, plus il y a de liberté, plus la concurrence tend à engendrer des inégalités et, inversement, si l'on veut pousser l'égalité, on est amené à empiéter sur les libertés en redistribuant richesses ou avantages. C'est pourquoi Montesquieu, dans son projet de société, s'est efforcé de doser ces deux ingrédients, et pour lui la liberté est plus désirable que l'égalité, et l'inégalité un moindre mal que le despotisme.

C'est donc à partir de ce dispositif idéologique éminemment révolutionnaire – et généralement présenté comme l'expression même de la Raison - qu'on peut commencer à comprendre le principe central de toute politique libérale selon lequel le « gouvernement des hommes » doit progressivement céder la place à l'« administration des choses ». Principe dont dérivent immédiatement deux corollaires : d'une part, les décisions politiques d'un Etat libéral – n'étant plus soumises aux dogmes d'une quelconque « idéologie » – devront désormais reposer sur des critères purement « techniques » ou « scientifiques » étant censés symboliser cette « neutralité axiologique » de la politique libérale. Et, d'autre part, l'ensemble des valeurs morales, religieuses ou philosophiques (dont on est désormais convaincu, à la lumière de l'expérience tragique des guerres de religion, qu'elles sont essentiellement arbitraires et subjectives et qu'elles ne peuvent donc conduire les hommes qu'à s'entretuer sans fin) – devront à présent se voir cantonnées à la seule sphère privée. C'est sans doute là le trait le plus dépaysant de la modernité libérale - et qui n'a aucun équivalent ni dans l'histoire antérieure de l'humanité ni dans les civilisations non

occidentales. Cette forme de civilisation repose sur l'idée que *toutes* les valeurs et toutes les croyances humaines pourraient être transférés dans l'espace privée. Selon l'expression de Pierre Manent le „libéralisme est le scepticisme devenu institution”.

Le libéralisme contemporain semble être à la fois omniprésent et introuvable. Aujourd'hui triomphant comme politique économique, il est largement remis en question comme force politique.

Si nous n'avons pas une définition définitive du libéralisme, nous avons, par contre, une définition plus exacte de l'illibéralisme qui est le refus d'accepter un régime politique fondé sur les libertés et les droits des hommes. Et au nom de qui refusent-ils les libertés ? Au nom de l'égalité et de la souveraineté nationale!

Dans l'article où le concept a été lancé il y a deux décennies (*Foreign Affairs*, 76/6, novembre-décembre 1997), Fareed Zakaria (maintenant journaliste vedette à la chaîne de télévision américaine CNN, mais à l'époque rédacteur en chef de cette revue) définit la démocratie illibérale comme „une démocratie sans libéralisme constitutionnel qui produit des régimes centralisés, l'érosion de la liberté, des compétitions ethniques, des conflits et la guerre”. Pour Zakaria, l'illibéralisme est une forme dégénérée, en sens d'Aristote, de démocratie qui existe seulement dans les états en voie de développement où les majorités sont votées et les élections politiques sont généralement équitables, mais où on ne respecte pas les droits de l'homme et les libertés.

Plus récemment, en juillet 2014, Viktor Orban a utilisé pour la première fois le concept «illibéralisme» dans un sens positif pour définir sa vision politique. Ce discours a été tenu symboliquement en face d'un public hongrois à Baile Tuşnad, en Roumanie. Depuis 1991 à Băile Bălványos et depuis 1999 à Băile Tuşnad, s'organise chaque année le camp étudiant et l'Université ouverte d'été Bălványos-Tusványos, formellement préparé par les organisations de la jeunesse hongroise de Roumanie et organisé avec l'appui financier et stratégique essentiel des organisations du parti d'Orban, FIDESZ.

Je vous donne cet exemple pour comprendre que loin d'être un problème politique, le rejet du libéralisme politique est un problème de société. Vladimir Poutine ou Recep Erdogan, Viktor Orban ou Lech Kaczyński, Liviu Dragnea ou Boris Borisov ne sont pas isolés de leurs sociétés respectives, ils se revendiquent du peuple et luttent contre les élites « dégénérées et cosmopolites », et cette revendication est faite au nom de l'égalité. Même si ils se revendiquent de familles politiques qui pratiquent des valeurs apparemment différentes, leur objectif et leur stratégie sont communs : transformer radicalement la société. Après la transformation de leurs sociétés nationales, les élections européennes de mai prochain seront une bonne occasion de déplacer la bataille à un niveau international. Les élections deviennent - favorisé par des campagnes de fake news et les nouveaux médias - la forme idéale pour légitimer l'illibéralisme. Déjà en 2016 le Brexit et puis la victoire de Donald Trump dans l'élection présidentielle américaine ont fourni une plate-forme mondiale pour l'illibéralisme. Après l'élection de Donald Trump, en 29 décembre 2016, Fareed Zakaria - dans une tribune au Washington Post – est revenue sur le concept et averti que „America's democracy has become illiberal” („La démocratie américaine est devenue illibérale”).

Il y a deux décennies et demie, après la chute du communisme, le libéralisme semblait triomphant. Francis Fukuyama parlait de "la fin de l'histoire". Aujourd'hui, le même libéralisme est non seulement idéologiquement contesté mais aussi violemment attaqué même dans les pays qui l'ont promu. Le libéralisme est aujourd'hui de plus en plus refusé et les droits de l'homme sont de plus en plus rejetés comme des excentricités ou des «excès de la démocratie». Beaucoup de politiques font un titre d'honneur de rejeter le libéralisme au nom du peuple et d'une véritable démocratie. Pour eux l'illibéralisme est la démocratie authentique, parce que les majorités, c'est à dire le peuple, sont élus. La majorité a toujours raison et les minorités doivent obéir. Voilà pourquoi l'illibéralisme est souverainiste, ethnocentrique et réfractaire aux droits des hommes. Le modèle poutinien d'offensive directe contre les libertés, mis en œuvre en Russie après les élections présidentielles de 2012 est copié maintenant en Europe Centrale où les ONG critiques (les agents des Soros ou en Turquie de Fethullah Gülen) ont été victimes de multiples attaques.

Ce que rejette l'illibéralisme, c'est l'égalité libérale, basée sur l'autonomie totale de l'individu. Au lieu de cela, il favorise les principes ethno-nationaux. Mais ces principes sont des principes d'inégalité. Les principes libéraux sont des principes d'universalité, tandis que les principes ethno-nationaux sont fondés sur les particularités. À cet égard, Israël, et particulièrement, Benjamin Netanyahu, pourraient être considérés comme des modèles pour les dirigeants illibéraux actuels.

Dans son récent livre *Bibi: The Turbulent Life and Times of Benjamin Netanyahu*, Anshel Pfeffer, journaliste à Haaretz, estime que la résilience politique du leader israélien et sa capacité à construire des alliances avec des groupes ultrareligieux l'ont transformé en un modèle pour les dirigeants illibéraux comme Vladimir Poutine, Viktor Orban ou Liviu Dragnea. Même en ce qui concerne le modèle ethnocentrique Israël ressemble davantage à la Pologne, à la Hongrie, à la Slovaquie, à la Roumanie, à l'Estonie et à la Lituanie, qui se considèrent également comme une sorte de «démocraties ethniques». Et voilà pourquoi la déclaration d'Orbán sur la fin de la démocratie libérale se répercute maintenant en Israël. Le fait qu'Israël soit une de ces démocraties illibérales devient de plus en plus lisible, et Israël, jadis une île européenne du Moyen-Orient non européen, prend ses distances avec un modèle démocratique occidental et se dirige vers l'est, vers les États non libéraux de la «nouvelle Europe», un développement actuellement soutenu par les États-Unis. Ce n'est pas un hasard si les relations politiques d'Israël avec ces États se sont rapprochées.

La nation et l'Etat qui c'est revendiqué de cette nation sont des concepts du XVIe siècle qui réaliseront un succès politique au XIXe et XXe siècle. Une vision qui correspond aux dates et à la culture qui existaient à cette époque. Il y a cent ans, le Président Wilson, à travers son idée de la consécration historique de l'état de la nation, a donné à l'Europe et au monde une direction qui a conduit à l'impasse d'aujourd'hui. L'ouverture à la science serait un moyen de sortir de ce blocage, mais la science, tout comme l'idée du progrès, est aussi fortement contestée aujourd'hui. Le refus des sciences est le symptôme, comme d'autres comportements illibéraux, d'une terrible peur : la peur du changement. La simple analyse de l'ADN conduirait tout récit national à se dissiper. Mais ce type de recherche n'est pas compatible avec la construction politique des états actuels.

Nous devons comprendre pourquoi l'anti-darwinisme de plus en plus populaire dans mon pays, n'est pas un simple refus de la théorie de l'évolution, mais de l'explication scientifique.

Un autre exemple de politique illibérale est la décision des plusieurs pays central-européens de rejeter la réinstallation des réfugiés après l'offensive russe en Syrie en 2015. Mais au-delà de la décision politique, ce qui s'explique très bien est la réaction des sociétés dans les pays respectifs contre les réfugiés et la peur de l'intégration. Le refus de l'altérité est doublé par la peur du Grand remplacement. Or, les peurs ont toujours excité. Avec *La peur en Occident, Une cité assiégée*, paru en 1978, Jean Delumeau a examiné les peurs collectives européennes à la fin du Moyen Age et au début de la modernité. Il s'agit de comprendre le rôle de la peur dans les sociétés, en posant des questions simples mais essentielles : qui a peur et de quoi? Mais le libéralisme ne doit pas seulement combattre toutes ces peurs, mais prouver leur manque de fondement rationnel. Comment toutes ces peurs peuvent-elles revenir?

Peut-être parce que le libéralisme n'est pas fondé sur une neutralité ultime, mais sur l'assomption positive selon laquelle bien vivre implique d'assumer la responsabilité de nos propres choix concernant ce qu'est une vie bonne. Or cette idée ne fait plus le consensus aujourd'hui.

Une solution pour surmonter cette crise pourrait être de réconcilier la liberté avec l'égalité sous la forme d'un libéralisme égalitaire. Le libéralisme égalitaire est d'abord une philosophie de l'égalité des chances. Son idée principale est que, dans une société juste, toute personne doit avoir la chance de réaliser ses projets sans que des inégalités héritées de naissance ou issues d'accidents l'en empêchent. Le libéralisme égalitaire est un courant qui combine la liberté et l'égalité dans une théorie cohérente de la justice sociale. Son représentant le plus connu, John Rawls, considère dans son livre, *Théorie de la justice*, qu'une société juste doit réaliser les deux principes suivants :

1. Accroître les libertés de base égales pour tous;
2. Limiter les inégalités économiques de façon à améliorer l'égalité équitable des chances et la situation des plus désavantagés.

Si le libéralisme égalitaire est une théorie féconde, dotée de nombreuses applications, son acceptation dans le débat public était plutôt épisodique. L'un des débats qu'il a suscités concerne le *type d'égalité* qui devrait nous préoccuper: faut-il chercher à égaliser les *ressources*, en laissant les gens libres d'en faire l'usage qu'ils souhaitent? Ou faut-il égaliser le niveau de *bien-être* ou de satisfaction, même si cela implique une inégalité des ressources? C'est en cherchant à répondre à ces questions qu'Amartya Sen a élaboré l'approche dite «des capacités». Selon lui, ce qu'il faut égaliser est la «capacité» des gens à choisir et à combiner différentes actions pour réaliser leurs projets. Dans cette perspective, la redistribution des ressources n'est qu'un moyen parmi d'autres. Ce qui compte en matière de justice sociale est de choisir les politiques qui élargissent les possibilités d'action. Autrement dit, la liberté de tout un chacun.

**Conférence de Santiago José CASTELLA SURRIBAS,
Professeur de droit public international et de relations internationales
à l'Université Rovira y Virgilin de Tarragone (Espagne)**

LES ARCHITECTES DE L'EUROPE : LA CONSTRUCTION FEDERALE DANS UN MONDE GLOBALISE

Il y a 170 ans Karl Marx et Frederick Engels ont publié à Londres le Manifeste du Parti communiste, qui a commencé par ces mots précis et prémonitoires : un fantôme parcourt l'Europe. Dans ce cas, ils se réfèrent au fantôme, au spectre du communisme. Invités à un débat sur l'égalité et la tension entre l'égalité juridique et formelle avec une égalité réelle et de fait, je pense qu'il convient de commencer par se poser la question suivante : quel est le fantôme qui hante l'Europe aujourd'hui ? Et si vous me le permettez, plus précisément encore, quel est le fantôme qui parcourt l'Union européenne aujourd'hui ? Je pense que beaucoup d'entre vous n'hésiteront pas à réagir rapidement en affirmant avec force que c'est le Populisme, un ensemble d'idées politiques dans lesquelles se cachent et ont trouvé refuge divers projets politiques et idéologiques ayant un objectif commun : rendre impossible la Construction fédérale de l'Europe. La tentative de mettre fin au projet politique le plus ambitieux que le continent ait porté dans la modernité éclairée, c'est à dire la construction d'un espace commun fondé sur les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. En quelques années, le pôle de tension entre conservatisme et progressisme, si vous voulez entre tradition et innovation, ou de manière plus classique, entre droite et gauche, s'est estompé, a perdu sa capacité à expliquer la réalité politique de l'Europe et du monde. Les théoriciens anglo-saxons de la Troisième Voie avaient déjà prédit l'apparition de ce qu'ils appelaient un nouveau radicalisme. Peut-être le travail qui l'a fait avec plus de clarté était-il celui qui avait pour titre révélateur "Au-delà de la gauche et de la droite : l'avenir des politiques radicales" d'Anthony Giddens, dans lequel l'adoption du radicalisme par le conservatisme progressait, à l'époque où la social-démocratie était enfermée dans les tranchées précaires de la défense de certains minima de l'État-providence conquis jusqu'à la fin des années 80. Anthony Giddens prévoyait de profonds changements et de nombreux symptômes de la réalité. Je pense en particulier qu'il avait raison, spécialement, quand il mettait l'accent sur l'idée de la connaissance, du savoir, de l'apprentissage.

Aucune relation n'est aussi étroite, imbriquée, aussi cohérente avec l'idée d'illustration que celle présentée par le progrès émancipateur de l'humanité et l'idée de la conquête de la connaissance, du savoir. S'il en est ainsi, vous serez d'accord avec moi pour dire qu'Anthony Giddens a raison quand il affirme que l'illustration nous a légué la conviction qu'elle aime la connaissance plus la maîtrise. D'une certaine manière, il a présenté l'histoire comme l'avancée de la domination de l'homme sur la nature grâce à la connaissance rationnelle et scientifique, où la connaissance nous donnait l'émancipation, des possibilités de liberté et, par-dessus tout, son fondement, des certitudes. La fluidité de l'ère moderne, décrite par Bauman, rompt d'une certaine manière avec cette idée : aujourd'hui, le savoir n'est pas nécessairement la certitude, donc pas nécessairement la liberté et le progrès de l'humanité. Les progrès technologiques accélérés transforment la réalité actuelle en créant des incertitudes éthiques, politiques et conceptuelles auxquelles nous devons faire face de manière urgente. Il y a des auteurs qui parlent déjà du post ou du transhumanisme, de la capacité de prolonger, et il y en a même qui osent dire indéfiniment, notre vie, la capacité de

vaincre la maladie en transformant le vieillissement non en processus naturel mais en pathologie guérissable; la possibilité de se libérer du travail tel que nous le connaissons aujourd'hui, grâce à la robotique; la combinaison de notre intelligence avec des intelligences artificielles qui élargissent notre mémoire, la connexion permanente d'objets à travers l'internet des objets et l'accumulation massive de données appelée Big Data, qui nous permettront de trouver des solutions aujourd'hui inimaginables.

En tant que directeur de la chaire Smart City de mon université, j'ai eu l'occasion de réfléchir avec de nombreux experts à la nature radicale des changements à venir. D'une certaine manière, le Big Data modifie totalement notre paradigme de connaissances, car nous pouvions jusqu'à présent poser des questions sur les quelques données dont nous disposions et que nous avons obtenues de manière complexe et laborieuse. Maintenant, à l'ère de l'information en ligne, nous pouvons accéder instantanément, en quelques millièmes de seconde, à un énorme flux d'informations réelles, ce qui nous permet de penser que toute question peut avoir une réponse. Pour la première fois de l'histoire, nous pouvons obtenir des réponses précises, scientifiques, rationnelles et satisfaisantes à toutes les questions. Nous pouvons donc commencer à imaginer de nouvelles questions. Pour vous donner un exemple, quand on réalise aujourd'hui une activité collective, par exemple un concert ou un festival de musique, on peut se poser des questions sur la provenance du public (parce que nous savons où sont habituellement les smartphones des assistants), comment ils sont arrivés sur le lieu du concert, que ce soit en transport public ou privé, en avion, en train, en voiture (car nous connaissons l'itinéraire emprunté par le smartphone en se connectant à différentes antennes jusqu'à la salle de concert), nous pouvons demander où ils ont dîné, dans quels quartiers de la ville ils sont allés dîner (parce que nous savons où leur téléphone cellulaire est resté déconnecté pendant plus de trois quarts d'heure dans une certaine tranche horaire), mais nous pouvons demander beaucoup plus, comme par exemple si les participants au concert avaient assisté auparavant à d'autres activités culturelles et avec qui; ou s'ils achètent sur un marché ou au supermarché et dans quelle proportion; et si leurs amis (c'est-à-dire les mobiles desquels ils reçoivent le plus d'appels) sont allés à des activités culturelles, ont participé à des manifestations politiques, ou quels ont été leurs espaces de loisirs les jours fériés ... Ceci n'est qu'un petit et, croyez-moi, je dis vraiment très petit, exemple des multiples possibilités offertes par Bigdata, augmentées de façon exponentielle, arithmétiquement, avec les possibilités de l'Internet des objets, et n'est qu'un petit échantillon des changements qui s'annoncent dans tous les domaines, dans les politiques publiques, mais aussi dans la construction éthique privée. Les progrès de la nanotechnologie, de la biotechnologie et de la robotique, ainsi que la transition numérique de tout notre espace de vie, entraînent des changements radicaux dans la condition humaine. Fernando Savater, l'un des plus grands philosophes espagnols, souvent controversé pour ses positions politiques, a écrit un excellent livre de vulgarisation intitulé "The Questions of Life", dont le premier chapitre important s'intitule "La mort pour commencer", où il expose clairement la condition humaine de la mortalité en tant que fondement de toute réflexion éthique. Il explique qu'à l'âge de 10 ans, il prend conscience pour la première fois de son état mortel. Le philosophe dit "que l'évidence de la mort vous laisse non seulement pensif mais vous transforme en penseur. D'une part, la conscience de la mort nous fait mûrir personnellement : tous les enfants se croient immortels, mais en grandissant l'idée de la mort grandit en nous. D'autre part, la certitude personnelle de la mort nous humanise, c'est-à-dire qu'elle nous transforme en vrais humains, en mortels. Les

Grecs humains et mortels dit-il, ont un seul mot pour être. " Et il dit plus tard "si la mort n'existait pas, il y aurait beaucoup à voir et beaucoup de temps pour voir mais très peu à faire (presque tout ce que nous faisons est pour éviter de mourir) et rien à quoi réfléchir". Eh bien, nous sommes à une époque où même la condition de mortalité commence à être remise en question, une période dans laquelle l'espérance de vie est prolongée à des niveaux inimaginables, et où il est donc nécessaire de repenser à nouveau, peut-être qu'autant depuis plusieurs siècles, La condition humaine.

Mais laissez-moi revenir à l'idée d'Anthony Giddens quand il parle du savoir qui cesse de nous offrir des certitudes. Il consacre le concept de risque fabriqué et donne comme exemple le changement climatique où davantage de connaissances élargissent notre perception du risque mais pas notre capacité à contrôler l'environnement ou à réagir au reste. Giddens considère que le progrès de cette incertitude fabriquée est le résultat logique de la longue maturation des institutions modernes. Et il développe ensuite comment dans un contexte d'universalisation apparaît à nouveau, fruit de peur et d'incertitude, la revendication d'un ordre social traditionnel, et, comme le dit justement l'auteur post traditionnel, à certaines occasions, des formes de fondamentalisme.

Eh bien, c'est ce dont je veux parler aujourd'hui, de cet espoir qui traverse l'Europe et que nous pourrions convenir de définir comme un populisme communautariste, par opposition à l'autre fléau de la balance qui serait le libéralisme cosmopolite. Un populisme communautaire qui a en l'Union européenne son principal opposant pour s'épanouir pleinement parmi nous. Et la question, encore une fois, que cela nous plaise ou non, est débattue sur le terrain de l'Europe; cela pourra sembler de l'eurocentrisme , mais je crois que l'axe de la bataille qui se pose à nous se trouve principalement dans le monde occidental, sur le vieux continent et en Amérique si vous voulez, mais que la grande offensive des intégristes fondamentalistes qui harcèle avec plus de force le cœur et la raison de nombreuses personnes ne se produit pas, pour des raisons évidentes, ni dans les pays islamiques, ni en Asie du Sud-Est, ni dans la grande Russie Euroasiatica, ni dans l'autoritarisme de marché chinois, ni dans les républiques bananières bolivariennes, ni dans le cœur tribal de l'Afrique.

L'Europe, l'Union européenne, est un très, très petit territoire dans le monde, plus petit que de nombreux États, que la Russie, le Brésil, que les États-Unis, la Chine, elle est contenue plusieurs fois sur la carte de l'Afrique, voire de l'Australie. Si nous examinons chacun de ses états, le résultat est encore plus surprenant. Nous sommes habitués à regarder la carte avec la projection du XVIe siècle créée par le géographe Gérard Mercator, dans laquelle les différents territoires apparaissent clairement surdimensionnés au profit principalement de l'Europe. En outre, dans la projection de Mercator, l'Europe se situe au centre et a une taille considérablement plus grande que la part qui lui revient. Au XXe siècle, le géographe Petters a fait pour la première fois une projection proportionnée qui surprend. Elle impressionne par la taille de l'Afrique. Elle impressionne par la taille de l'Asie, impressionne par la taille de l'Amérique, mais elle impressionne avant tout par la taille de l'Europe occidentale, Europe, disons-le comme ça, sans la Russie. Mais ce petit continent est le berceau des grandes civilisations qui ont jeté les fondements de l'humanité actuelle, dans ce petit espace de terre est née la démocratie, la conception de l'homme comme une fin en soi, la science, la raison et la Libre pensée ... si vous me le permettez, est né comme idéal politique cette république

de femmes et d'hommes libres et égaux en opportunités et intimement liés dans un destin complexe et une période excitante pour bâtir un monde meilleur et le progrès de l'humanité.

Eh bien, aujourd'hui, un fantôme traverse l'Europe avec une force inhabituelle, avec des visages renouvelés avec des messages qui pourraient sembler contradictoires et destinés à différents publics, mais qui ont comme lien commun la reprise en main et un ordre post-traditionnel, qui se revendique notamment dans des identités ethniques et nationales pour faire valoir des différences insurmontables, des privilèges et des exclusions entre ceux qui ont librement décidé de vivre ensemble dans le même espace public. J'insiste sur le fait que les visages et les formes sont divers, parfois en tant que nationalismes indépendantistes qui cherchent à rompre avec l'État, en d'autres termes, des projets politiques et sociaux d'exclusion des immigrés, parfois en tant que propositions évangéliques religieuses de réconciliation avec des assurances transcendantes, à l'occasion comme des alternatives d'habilitation collective de signe clairement antilibéral, parfois avec des formes épiques de post-abondance et de réconciliation avec la nature ... mais en chacune d'elles on peut identifier un élément commun, un antieuropéanisme clair. Pour eux, l'Union européenne est marché, consumérisme, alignement, perversion, quand ce n'est pas satanisme, judéo-maçonnerie ou toute autre perversion intellectuelle imaginable.

Il y a un penseur particulièrement influent ces derniers temps qui apparaît derrière beaucoup de ces réflexions et mouvements, c'est Alexandre Douguine, né à Moscou et fondateur initial du Parti national bolchevique, aujourd'hui conseiller entre autres du Front national français, des politiques eurasiennes et ethniques de la Russie de Poutine, du radicalisme islamiste ottoman, mais aussi de nombreux autres processus populistes comme en Espagne, en Grèce, en Italie, dans les pays slaves, etc., qui se produisent en Europe. Son travail, intitulé "Quatrième théorie politique", est un bon exemple de ce spectre, de ce fantôme qui traverse le monde d'aujourd'hui et en particulier l'Europe.

Inspiré par les auteurs de la nouvelle droite et du post-fascisme, notamment dans les interprétations de Julius Evola, Ernst Jünger, René Guénon, Alain de Benoist ou Martin Heidegger, entre autres ...il critique le libéralisme pour avoir dépouillé l'être humain de ses identités : l'identité nationale, ethnique, religieuse, traditionnelle constituent pour Douguine un espace de base pour la construction de communautés politiques fermées.

Il existe et c'est une idée répandue, la conviction que les identités sont quelque chose de naturel: rien de plus faux; les identités, ce qui nous fait croire identiques ou ce qui nous identifie aux autres plus proches, comme la science l'a montré sont comme un bâtisseur social, sont un processus conscient et recherché qui nous permet d'être plus solidaires avec nos proches, pour nous protéger de l'inconnu, de l'autre, de celui qui n'est pas des nôtres, et qui permet une transmission logique d'intangibles éthiques et d'imaginaires collectifs. Nous construisons des identités pour nous protéger, pour nous fermer, si vous voulez pour nous cacher, pour nous barricader, mais en aucun cas nous ne pouvons penser que ces identités nous sont données par la nature.

La fin du 20ème siècle a constitué une rupture brutale avec l'ordre traditionnel existant. Cette société fluctuante, explique Baumann, suppose principalement la nécessité de s'auto-construire au-dessus des identités considérées comme naturelles et immuables, de pénétrer dans un espace d'identités multiples, diverses, parfois même contradictoires, mutantes, changeantes et adaptables à un environnement différent et à un monde de relations sociales globales et dynamiques. Si l'on y pense, nos grands-parents naissaient avec un bagage identitaire assez fermé : ils avaient la religion de leur pays de naissance, des protestants en Finlande, des catholiques en Espagne ou en Italie, des orthodoxes en Grèce ou en Russie, des islamistes au Maroc ou en Arabie et peut-être des laïques, libres penseurs en France et en Belgique; ils avaient une identité nationale unique, marquée par leur passeport; ils avaient une identité sexuelle marquée exclusivement par leurs organes génitaux, c'étaient des hommes ou des femmes; ils travaillaient de ce sur quoi leurs parents avaient travaillé ou, dans le meilleur des cas, de ce qu'ils avaient étudié; et ils ont été enfermés dans une classe sociale dont ils ont pris conscience et qu'ils ont défendue ou transgressée.

Aujourd'hui, personne n'hérite du travail de ses parents, peu d'emplois durent plus d'une décennie et personne ou presque ne travaille dans la discipline étudiée et il est même difficile dans de nombreux cas d'expliquer en quoi consiste le métier, l'identité professionnelle et le travail nous définissant très peu ; les classes sociales se sont estompées, non seulement une grande mobilité ascendante et descendante apparaît, mais surtout une perte de la conscience de classe et de son appartenance à celle-ci se produisent; les identités sexuelles se sont presque multipliées à l'infini, et personne ne s'explique par le cadre strict de sa génitalité sinon par les expériences érotiques, et parfois affectives, qui s'articulent tout au long de sa vie: il existe des transsexuels avec réassignation de leur sexe au féminin et qui décident de se définir comme « lesbiens », et inversement, ... et le mouvement queer de construction physique et intellectuelle des identités sexuelles; les identités nationales sont devenues floues, elles n'ont plus l'importance inhérente qu'elles avaient, en raison de la loyauté quasi militaire qu'il fallait donner à la patrie à défendre ; elles sont aujourd'hui changeantes, contradictoires et répondent davantage à une logique fédérale d'organisation du pouvoir qu'à des sentiments qui émergent lors des championnats internationaux de football; les identités religieuses sont également devenues floues, à la recherche d'un collage de religions où le non-respect des mandats éthiques de votre religion ne pose pas de contradiction, en configurant les religions plus comme des espaces culturels que comme des normes restrictives de comportement, il y a des catholiques qui ne déclarent pas croire en Dieu ou ne pas croire en la vie éternelle, mais surtout des catholiques non pratiquants ou des catholiques pratiquants qui ne suivent aucun des préceptes de l'Église en matière de sexualité-; et nous pourrions continuer ... aujourd'hui, les identités sont libres, choisies, changeantes et contradictoires, et c'est bien, c'est très bien, ... l'être humain se libère de l'esclavage imposé par le groupe et avec une capacité inhabituelle, cosmopolite et ouverte, à voyager, changer de résidence, s'installer pour vivre au même moment dans de nombreux endroits, pour se construire tel qu'il veut être. Le dépassement des identités fermées, des bagages identitaires qui ont été imposés socialement de manière restrictive pour maintenir les formes traditionnelles de domination, sont aujourd'hui surpassés par une humanité contrainte à la liberté, contrainte à la construction de soi, appelée à se construire avec insistance, en permanence, pour décider quelles sont les identités qui expliquent chaque jour ce nouveau "moi" différent.

Cependant, destinés à nous construire en tant qu'êtres humains, appelés à décider qui nous voulons être, obligés de nous choisir et de trouver laquelle de nos versions possibles est celle que nous allons développer, la peur apparaît, la terreur du vide, l'angoisse de l'abîme ... et nous courons facilement nous réfugier dans des identités artificielles que nous considérons comme sûres. Un ordre post-traditionnel réapparaît, qui cherche à maintenir les formes de domination et d'exploitation traditionnelles, en maintenant l'être humain dans une minorité d'âge permanente. Les enfants d'immigrés d'Afrique du Nord, des troisième et quatrième générations, qui n'avaient pas eu de contact avec leur religion, articulent leur construction d'identité en revenant à un faux islam imaginaire, ce qui leur donne un argument contre les sociétés occidentales dans lesquelles ils se sont vus mal accueillis et contre lesquelles ils traînent une charge d'humiliation héritée, et sans savoir lire le Coran, sans savoir comprendre au-delà du discours de celui choisi comme martyr dans les vidéos d'Al-Qaïda ou de l'État islamique, ils décident de la voie du terrorisme qui les libère de l'échec scolaire, de difficultés économiques, de difficultés et d'incertitudes affectives, et de devoir se battre pour eux-mêmes dans un monde trop complexe et déshumanisé.

Il y a aussi d'autres éléments qui interagissent pour faire de la peur le moteur d'un processus qui devrait être marqué par la liberté. Pendant plus de 30 siècles au moins, les êtres humains se sont battus pour conquérir des territoires. Le territoire était le pouvoir, il était la richesse, c'était le travail du peuple qui y vivait, et l'équation était donc très simple ; à plus grand territoire, plus grande richesse. Aujourd'hui, la réalité a radicalement changé, la possession territoriale justifie peu, un nouvel espace est né, appelons-le comme on veut, le réseau, le cloud, Internet, le cyberspace ... un espace sans territoire physique, un espace illimité où il n'est pas nécessaire de se battre pour y être, et où nous pouvons être de tant de manières que nous voulons.

Certains philosophes parlent de sionisme numérique, de la construction de patries en réseau, de communautés virtuelles auxquelles il est dû une plus grande loyauté qu'aux communautés sociales ou nationales, qu'aux fratries et aux patries. Le cyberspace, avec ses déjà dénommées nations Facebook ou ses communautés en réseau, permet une relation de pouvoir où il ne s'agit pas d'un bien rare, et pour autant chaque groupe peut donc créer ses propres relations de pouvoir. Le grand danger est que ces groupes peuvent et de fait, ont déjà fait leur apparition comme groupes autoexclus, fermés, qui cessent de participer au débat politique et éthique mondial pour donner à leurs membres des références exclusives, fondamentalistes et totalitaires lorsqu'il est impossible d'interagir avec d'autres groupes. La raison cesse d'être un langage universel et nous assistons à une mondialisation fragmentée qui, pour la première fois dans l'histoire, rompt avec les prétentions universalistes.

Si déjà l'Europe, avec la construction de l'empire romain germanique, voyait comment la Maison d'Autriche avait symbolisé l'AEIOU au milieu du Moyen Âge, l'acronyme de Autriche est imperium orb et Universum, aujourd'hui pour la première fois on peut voir que l'universalisme se brise sur des discours fermés auto-complaisants qui transmettent en leur intérieur des slogans dogmatiques porteurs du germe de la haine, de l'exclusion, tout en empêchant le libre développement de la personnalité de chaque être humain.

Comme prévu, la liberté engendre la peur. Il y a un proverbe qui dit avec justesse : "Méfies-toi des peurs qui viennent la nuit et te volent tes rêves". Eh bien, je termine maintenant : l'Europe est un rêve, la construction fédérale de l'Europe est le rêve de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Remarquez un détail très significatif, la citoyenneté européenne : l'idée de citoyenneté, ou la plénitude des droits politiques dans un espace commun, est née radicalement et fermement liée à l'idée de nationalité. Elle conférait tous les droits politiques en tant que national, seuls les nationaux pouvaient gouverner leur espace politique. La citoyenneté est donc née comme une forme d'exclusion, contre l'autre, contre le métèque, contre le gentil, contre celui qui n'est pas des nôtres ... la nationalité est apparue comme le pédigrée requis pour être un sujet actif de la délibération publique et de la construction politique collective. Eh bien, la citoyenneté européenne a rompu avec cette idée. Il est vrai que, dans un premier temps, la possibilité que quiconque, quelle que soit sa nationalité, puisse participer aux élections européennes et municipales sur son lieu de résidence constitue certainement l'avancée la plus importante de la science politique au cours des 30 dernières années. Pour la première fois, la citoyenneté, la pleine participation politique, le suffrage actif et passif, ne sont pas liés à la nationalité.

Certes, c'est uniquement pour l'Europe, certes, c'est uniquement pour les Européens, et il est vrai qu'ensuite nous ne traitons l'immigration et même les réfugiés qu'avec une hypocrisie extrême, mais les données elles-mêmes sont très importantes : pour la première fois de l'histoire, il existe un petit coin le monde appelé Europe où la citoyenneté est déconnectée de la nationalité, où nous pouvons cesser de parler de citoyenneté nationale pour parler de citoyenneté civique, ou si vous préférez, j'aime encore plus, de citoyenneté républicaine.

Eh bien, cette Europe de rêve capable d'incarner des valeurs éclairées, cette éthique européenne pure, l'Europe qui incarne la meilleure contribution à la construction d'un monde universel, l'Europe mère de la démocratie, de la science, de la raison, de droits de l'homme, est aujourd'hui en danger. La percée sous des visages attrayants, renouvelés et suggestifs de l'ancien ordre traditionnel qui se refuse à disparaître, sous des formes nouvelles mais toujours liées à l'identité, avec des images de nationalismes attrayants, avec des revendications de la souveraineté du peuple face à l'ordre juridique, avec des affirmations que les scrutins sont au-dessus des lois, avec les modèles référendaires et plébiscitaires, avec l'occupation abusive de l'espace public, avec l'utilisation perverse des médias, avec la post-vérité et les vérités seulement vraies pour nous et fausses pour le reste ...met en danger la construction de l'Europe.

Les recettes pour le combattre sont extrêmement complexes, il n'y a sûrement pas de solution unique, au-delà de comment nombre de nos prédécesseurs s'y employèrent déjà : la pédagogie, l'éducation est la seule réponse possible. Mais en tous cas, ni se retrancher dans un résistancialisme pour la défense de nos acquis minimaux harcelés par les multiples Brexits ouverts du nord au sud du continent, ni laisser faire comme si de rien n'était, ne constituent des réponses adéquates.

A ma connaissance, l'Europe a besoin d'un projet constitutionnel pour la refonder, d'un puissant appel de la société civile, si vous voulez, des États généraux de l'Europe, pour articuler un projet participatif de constitution qui soit de construction Fédérale et qui permette de construire une fois pour toutes Une Europe où les avantages et les services de l'État providence sont communs à tous, doté de politiques fiscales et contributives communes, doté d'un budget adéquat et, je surtout je pense, avec les villes comme épicerie de ce mouvement de libre pensée européenne. L'Europe des villes face à l'Europe des nations et des états. Les villes qui sont citoyenneté, qui sont valeurs républicaines, qui sont ouvertes, cosmopolites, les villes comme la meilleure contribution de l'Europe au monde. Les villes où vous pouvez résoudre les grands problèmes qui se posent à l'humanité: le changement climatique, l'économie circulaire, la collecte des déchets. L'efficacité énergétique, la production d'énergie, la mobilité durable, la coexistence entre les différentes identités, la participation ... bref, la ville, l'Europe des villes en tant que contribution au progrès de l'humanité et pour un monde meilleur.

**Conférence de Kati VERSTREPEN,
Présidente de la Liga voor Mensenrechten
(Belgique)**

LA POLITIQUE MIGRATOIRE DE L'EUROPE : QUELLES ALTERNATIVES ?

Mesdames, messieurs,

Avant de commencer mon discours je veux tout d'abord adresser un grand merci aux organisateurs de cet après-midi, d'abord bien sûr pour avoir organisé ce colloque super intéressant, mais surtout pour me donner la possibilité de parler devant ce public si important sur un sujet qui me tient vraiment à cœur, notamment la politique migratoire.

Étant avocate en droit des étrangers pendant 30 ans, étant actuellement présidente de la Liga voor Mensenrechten, je suis préoccupée par cette matière jour et nuit. Malheureusement je constate que ces dernières années la défense des droits des migrants n'est pas vraiment la priorité des politiciens. Sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, des mesures sont prises qui ne mènent pas du tout à l'égalité, ni de droit, ni de fait pour ceux qui n'ont pas une nationalité Européenne, au contraire.

Le 10 décembre prochain on fêtera le 70^{ième} anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme. Comme le dernier intervenant de cet après-midi le fera de façon encore plus étendue, je tiens à vous rappeler l'article 1 de cette déclaration : tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits.

Je vous rappelle aussi l'article 13 de cette Déclaration : toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Voilà l'égalité de droits ! En pratique, malheureusement cette égalité est très difficile à trouver. Ceux qui n'ont pas une nationalité Européenne, qui veulent quitter leur pays et se rendre en Europe sont obligés de demander la permission avant l'entrée, ceci sous forme d'une demande de visa.

Pour ceux qui ont de l'argent, du pouvoir ou des jambes de football il n'y a aucun souci. Leur visa sera donné avec un grand sourire dans les plus brefs délais. Pour les moins chanceux, il n'y a pas moyen d'obtenir un visa et ils sont obligés de rester dans leurs pays d'origine. Tant pis pour ceux qui ont le malheur d'être nés dans un pays où la vie est moins agréable, à cause d'une guerre, à cause du système politique ou à cause des problèmes économiques. Avec un peu de chance, ils peuvent trouver un abri dans un pays voisin, comme on le voit si souvent dans des pays comme le Kenya ou le Pakistan où les gens se trouvent dans des camps des réfugiés avec des centaines de milliers de compagnons d'infortune.

Evidement la vie dans ces camps ne peut pas être considérée comme une existence digne. On survit, c'est tout. Les plus courageux d'entre eux essaient d'atteindre des pays où ils se croient protégés par les conventions internationales comme la Convention Européenne des Droits de l'Homme ou la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Comme je

vous ai expliqué, il n'y a pas moyen d'obtenir un visa. Ces gens sont obligés de mettre leur vie dans les mains des organisations criminelles qui leur font passer en contrebande à la frontière. Ce sont des voyages chers et dangereux. Seuls les plus forts survivent. Les autres meurent dans le désert ou au milieu de la mer.

Pour ceux qui réussissent à atteindre l'Europe, le cauchemar n'est pas encore fini. Tout d'abord il faut encore obtenir l'accès en Europe. Depuis quelque temps un jeu politique très dangereux se joue sur le dos des migrants.

Afin de montrer clairement qu'il en avait assez du manque de solidarité des autres pays européens, comme la Pologne ou la Hongrie, le Premier ministre italien a refusé, il y a quelques semaines, de permettre à un navire plein de réfugiés d'entrer dans le port italien. Le fait qu'il ait pu faire plaisir en même temps à ses propres électeurs était bien sûr un bonus.

Une fois qu'il a accédé à l'Europe, le réfugié doit avoir encore de la chance quant à l'endroit où il met pied sur le territoire Européen. Grâce à la Convention Dublin III, il n'y a que 1 pays qui est responsable pour le traitement de la procédure d'asile, le plus souvent c'est le premier pays d'arrivée, en pratique la Grèce ou l'Italie. Sachant que la procédure d'asile prend au moins deux ans et demi et que entretemps les demandeurs d'asile se trouvent dans des camps d'accueil où même les jeunes enfants manifestent le désir de se suicider, vous comprenez que beaucoup de gens se trouvent très vite dans une situation sans issue où il ne voient plus d'autre solution que de trouver une place dans un camion afin de les amener en Angleterre où ils espèrent de trouver vite un travail.

Pour ceux qui ont la chance de mettre pied dans un pays où la Convention de Genève est vraiment appliquée, reste finalement l'espoir d'être reconnu comme réfugié et d'avoir accès à une vie plutôt normale. Pour ceux qui n'ont pas fui leurs pays pour des raisons politiques, religieuses, raciales ou ethniques, il ne reste plus d'espoir. Ils ne seront pas reconnus comme réfugiés et ils seront obligés de retourner dans leurs pays d'origine.

Il est clair que ce système n'est pas satisfaisant. Au mois de juin dernier les leaders politiques Européens se sont retrouvés afin de chercher des solutions.

Jusqu'à présent personne n'est au courant des accords concrets. Nous devons nous fier aux déclarations qu'on peut trouver dans les médias. Même si ces sources ne sont pas toujours fiables, il est clair que les accords conclus et les engagements souscrits par les pays membres ne sont pas vraiment fait dans l'intérêt des migrants, mais seulement dans l'idée de satisfaire les électeurs dans les pays Européens.

Quelles sont les solutions prévues ?

Tout d'abord encore plus d'argent est prévu pour la protection des frontières. Depuis des années FRONTEX (l'agence européenne de garde-frontières) aide les États membres de l'UE à gérer leurs frontières extérieures. Afin de leur permettre d'accomplir cette tâche, un budget de 2,7 milliard d'euro leur était attribué. A partir de l'année prochain ce budget sera augmenté jusqu'à 9,3 milliard.

Il est évident que cette mesure ne contient pas de solution durable, ni une solution pour les gens sur place. Augmenter la protection des frontières empêchera les réfugiés d'atteindre l'Europe, mais cela ne supprimera pas les raisons pour lesquelles les gens ont fui. En plus, on a constaté déjà à plusieurs reprises que l'idée qu'on peut vraiment fermer les frontières est une illusion.

En même temps les leaders politiques ont réfléchi sur des camps de triage. Des camps où on va trier les gens et faire la distinction entre ceux qui ont fui leurs pays d'origine pour des raisons valables et ceux qui ont quitté leurs pays pour des raisons qui ne sont « pas acceptables ».

Selon certains, ces camps doivent être installés dans un pays hors de l'Europe, comme la Lybie ou la Tunisie. D'autres voient ces camps de triage sur le territoire Européen. Quoi qu'il en soit l'installation d'un tel camp est toujours problématique.

Les exemples sont là : il y a des camps de réfugiés au Liban où les gens se trouvent pendant des décennies, où ils sont victimes, sollicités par des organisations radicalisées comme les Talibans. Il y a des camps en Italie ou en Grèce où les gens se retrouvent dans des circonstances tout à fait inacceptables et inhumaines. Si on veut gérer un camp où les gens sont accueillis d'une façon digne, il faudra prévoir énormément de budget. Il faudra organiser l'hébergement, les soins médicaux, l'enseignement etc. Il faudra du personnel bien formé pour faire le triage, il faudra prévoir l'assistance judiciaire, une procédure de recours, etc... mais surtout Il faudra prévoir des critères de triage. Pourquoi quelqu'un qui fuit parce qu'il craint de mourir de faim ne sera pas accepté pendant que quelqu'un qui fuit parce qu'il craint de mourir pour ses croyances religieuses sera accepté ? Tous les êtres humains naissent libre et égaux en dignité et en droits. Non ?

Mais la question la plus urgente est la suivante : qu'est-ce qu'on fait avec les gens qui ne sont pas 'retournables' ? Des gens dont on ne sait pas d'où ils viennent ? Des gens qui ne sont plus 'repris' par leurs pays d'origines ? Des gens qui ne sont pas dans les conditions d'être reconnus comme réfugiés mais qui sont trop malades, trop faibles ou trop vulnérables pour être renvoyés à leurs pays d'origine ? Des gens qui deviendront victime d'une infraction à l'article 3 de la Convention des Droits de l'Homme dès leur retour au pays d'origine ? On va créer un 'no mans land' ou on va héberger tous ces gens ensemble ? Qui va gérer ce 'no mans land' Et surtout qui va payer tout ça ? Avant de commencer cette aventure il faudra donc bien réfléchir. Surtout parce que les états européens devront toujours trouver encore

une solution pour tous ceux qui ont été admis. Pour ceux qui seront finalement reconnus comme réfugiés, un accord sera toujours nécessaire, en respectant en même temps la solidarité entre les états membres et le droit de chaque être humain de circuler librement.

Il est très claire qu'une telle idée de centre de triage ne contient pas vraiment une solution durable pour le 'problème' de migration.

Quoi faire alors ? Surtout ne pas paniquer. Le nombre de migrants qui veulent atteindre l'Europe ne doit pas être exagéré. Il faut arrêter donc de parler de crises de migration, comme on le fait maintenant. En 2016, 1,2 million de personnes ont demandé l'asile en Europe, en 2017 de chiffre a diminué jusqu' à 600.000. Peut-être ce nombre va-t-il encore augmenter, il n'y a personne qui le sait. Même si le chiffre de 1 million était correct (un chiffre qui me semble vraiment exagéré), il s'agit finalement de 1 migrant sur 2.000 européens. Aujourd'hui, dans cette salle on est 250. Multiplier le nombre de participants par 8 et puis imaginez-vous que nous tous devront prendre soin de 1 migrant. Est-ce que vous pensez que la présence de ce migrant va changer votre vie ? Est-ce que vous pensez que vous allez manger moins ? Que vous aurez moins de travail ? Je pense que non En effet : 'wir schaffen das'.

Je ne dis pas qu'il faut être naïf, ce que je dis c'est qu'il faut rester réaliste. Il n'y a pas de crise, mais il y a un problème à résoudre, notamment le fait que chaque jour des gens meurent dans le dessert, des gens meurent en mer, ... C'est ça le vrai problème, et c'est Europe qui a la responsabilité de trouver une solution.

Y a-t-il des solutions ? Bien sûr il y en a.

Comme toujours, il est important de faire la distinction entre la cause et l'effet d'un phénomène.

Quand nous demandons pourquoi les gens quittent leur pays, nous obtenons toujours la même réponse : il n'y a pas de futur.

Afin d'éviter donc que les gens se rendent en Europe il faut investir sur place. Il faut aider les pays d'où viennent les migrants et nous devons investir dans des régimes forts qui respectent les droits de l'homme et qui permettent une économie saine.

Ce n'est pas évident bien sûr, mais je suis convaincue que l'argent qu'on investit à protéger nos frontières serait beaucoup mieux investi – à long terme – dans des projets pareils.

Puis c'est la tâche de l'Europe de prendre des initiatives intensives pour organiser des conférences de paix entre les pays en conflit afin d'éviter que des millions de gens meurent dans des guerres cruelles et sans issue. Les pays Européens doivent avoir le courage de freiner le commerce des armes, même si cela nuit à leur propre économie.

Ce n'est qu'après avoir réalisé un monde où il est agréable de vivre partout qu'on pourra éviter que les gens se déplacent et qu'il aillent chercher leur bonheur autre part.

C'est une œuvre de longue durée mais pas irréaliste. Les diverses conversations avec les réfugiés au cours des 30 dernières années ont clairement montré que les gens ne fuient que lorsqu'ils ne peuvent vraiment pas voir d'autre issue. Une amélioration limitée des conditions de vie est donc suffisante pour convaincre les gens de rester. Un environnement sûr, du travail, de l'éducation et des soins de santé sont tout ce dont les gens ont besoin.

En prévision de la création de ce monde idéal, il est bien sûr nécessaire de réfléchir à la manière de gérer la situation entre-temps et d'empêcher les gens d'entreprendre des voyages qui mettent leur vie en danger pour trouver une vie meilleure pour eux-mêmes et leurs enfants.

Je vous donne quelques suggestions :

1. Il faut permettre de demander un visa aux fins d'asile. Cela évite aux personnes d'avoir à mettre leur sort dans les mains de passeurs malhonnêtes et garantit que les personnes arrivent en toute sécurité en Europe pour y demander l'asile. Beaucoup de gens sont de toute façon reconnus comme réfugiés, pensez aux Syriens. Si nous savons que nous allons leur accorder un droit de résidence lorsqu'ils arrivent ici, pourquoi ne les autorisons-nous pas à le faire en toute sécurité ?

Vous parlez de l'effet de succion ? Je ne pense pas qu'il faille exagérer. Il est vrai que certaines personnes ne viendront pas aujourd'hui parce qu'elles ont trop peur de donner leur vie à des criminels, mais c'est une minorité. Peut-on justifier moralement le fait de laisser des gens mourir en cours de route en toute connaissance de cause, simplement parce que nous pensons qu'ils seront trop nombreux ? Je pense qu'il vaut au moins la peine d'essayer, ce qui n'a jamais été fait auparavant. Quand même bizarre quand on pense au nombre de vies qu'on aurait pu sauver ...

2. Il faut permettre d'autres formes de migration. Je pense ici à la migration de main-d'œuvre. De nombreux employeurs en Belgique sont à la recherche de personnel motivé. Je pense à l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration, aux entreprises de construction, aux hôpitaux, aux maisons de retraite, etc. Pourquoi les étrangers ne sont-ils pas autorisés à travailler dans des emplois pour lesquels il n'y a pas de candidats sur le marché du travail belge ? Cela permettrait d'éviter l'introduction de "fausses" demandes d'asile.

3. Il faut utiliser une politique plus libérale en matière de visas. Il arrive souvent que des personnes souhaitent venir en Belgique pour une courte durée, par exemple pour rendre visite à des membres de leur famille. Dans la plupart des cas, ce visa leur est refusé parce que les autorités belges craignent que ces étrangers ne veuillent plus partir une fois arrivés en Belgique. Ces craintes sont très souvent infondées. Par conséquent, les gens demandent l'asile et se voient parfois accorder l'asile alors qu'ils n'en veulent pas.

4. Il faut mettre en question les accords Dublin III et permettre aux gens de demander l'asile dans un autre pays Européen que le pays responsable selon le règlement Dublin III si le demandeur d'asile a des raisons acceptables, comme la durée de la procédure en Italie ou les conditions de séjour en Grèce. Une fois accordé le statut de réfugié, il faut permettre aux réfugiés de s'installer dans un autre pays Européen que le pays qui a reconnu ce statut.

5. Il faut mettre en œuvre des accords sur la réinstallation. Les personnes qui sont dans des camps depuis des années et qui ne pourront jamais retourner dans leur pays d'origine ont droit à une existence digne. Après avoir vérifié leurs profils une migration contrôlée doit être organisée.

6. Il faut régulariser les personnes qui restent ici et ne peuvent plus retourner, comme les personnes ayant des enfants qui sont ici depuis longtemps, les personnes qui ne sont pas rapatriables, les personnes qui peuvent travailler ici officiellement.

S'agit-il d'un plaidoyer en faveur de l'ouverture des frontières ? Cette question n'est pas pertinente. Il s'agit d'un appel à une approche humaine de la migration, d'un appel à la recherche de solutions réelles, non seulement de solutions visant à éloigner les migrants de nous, mais aussi de solutions fondamentales pour ceux qui demandent notre aide. Des solutions pour nous, les accueillants et des solutions pour eux, les réfugiés. Il s'agit d'un plaidoyer en faveur de l'égalité des droits et des libertés.

Malheureusement, j'ai l'impression que personne ne cherche ces solutions. J'ai l'impression que personne ne veut trouver ces solutions. On n'investit que dans des mesures qui garantissent que les gens restent à l'écart de l'Europe, pour des raisons purement électorales. Toute rationalité a disparu, le débat n'est mené qu'avec des arguments émotionnels. Et quiconque ose faire entendre une voix différente est enfermé dans un « coin naïf de gauche rempli d'activistes aux frontières ouvertes ».

Ni la gauche ni la droite ne peuvent dire à qui que ce soit qu'ils défendent les réfugiés. Il n'y a plus personne qui prend encore la défense d'une catégorie de gens très très vulnérable. C'est quand même inquiétant. Nous parlons d'êtres humains libres et égaux en dignité et en droits.

Je fais donc appel à vous, défenseurs des droits humains, pour vous mettre debout et plaider en faveur d'une politique migratoire réaliste et humaine qui laisse tous les citoyens, quelle que soit leur nationalité, dans leur dignité.

**Conférence de Gabriele EDER,
Historienne
Grand Maître du Grand Orient d'Autriche**

EST-CE QU'IL EST POSSIBLE DE CREER UNE CONSCIENCE EUROPEENNE COMMUNE DE VALEURS ETHIQUES ?

Dans la conférence suivante je vais essentiellement parler de la formation et de l'éducation, en introduisant mes expériences et réflexions personnelles. Je me réfère dans la première partie de mon discours au philosophe autrichien KONRAD PAUL LIESSMANN dont je tire quelques idées et expressions du livre „Geisterstunde“. Mais, pour la plus grande partie, je veux poser un regard maconnique sur le monde. Car le Franc-Macon essaie, avant tout, de comprendre et de saisir le système „homme“ (à travers lui-même), de mettre en pratique ses conclusions dans sa vie personnelle et de travailler plus généralement sur une société plus humaine.

L'égalité – ou l'abolition des inégalités – est le sujet central dans l'Union Européenne. La formation et l'éducation sont parmi les méthodes les plus importantes pour atteindre ce but. Elles sont pratiquement un synonyme pour l'égalité par la possibilité de donner à tous les mêmes chances.

Il y a eu beaucoup de réformes dans le milieu scolaire et universitaire. Par les discussions publiques et l'attention des médias, il y a une certaine pression idéologique sur les sciences humaines et sociales.

L'école aujourd'hui doit accomplir de nombreux devoirs et elle doit apprendre aux jeunes comment devenir un membre valable de la société avec des opinions et des positions justes.

L'école doit

- préparer à la vie professionnelle et fournir les moyens pour un avenir moderne numérique
- le jeune doit apprendre à devenir un bon démocrate et à résister contre le populisme
- il doit détecter la corruption et le racisme et il doit les combattre
- il doit s'engager pour la paix et l'environnement
- il doit apprendre la solidarité, la pensée mondiale et la tolérance
- il doit être critique vis-à-vis des médias et de la consommation
- les rôles des sexes doivent être égaux, et les différences culturelles et ethniques devraient disparaître.
- etc, etc, etc

Les problèmes du monde sont alors amenés à l'école pour qu'on les résolve. Ce terrain imaginaire, une sorte de laboratoire, devrait créer un meilleur monde pour demain. Mais ce terrain est devenu entretemps en un terrain de combat idéologique et de dogmes. Même les critiques venant du monde réel et du côté des sciences ne servent à rien ; à tel point que les nouvelles conceptions sont immunisées contre toute critique. Cependant, le monde scolaire est en pleine crise à cause des expérimentations en permanence, le manque d'enseignants inquiète les Etats (64% des enseignants en Italie ont plus que 50 ans p.e. /OCDE) et les revendications citées plus haut épuisent le système.

D'autres problèmes encore plus graves restent totalement inaperçus du public:

L'installation du système des „compétences“ dans l'enseignement a - en quelques années seulement - aboli tout l'éventail ou le programme de littérature et des oeuvres artistiques qui s'est développé depuis des siècles et qui est à la base des valeurs européennes, le patrimoine culturel, donc. Alors que le jeune d'autrefois pouvait – dans un cadre protégé - réfléchir sur des questions comme par exemple: la justice, la liberté, la vérité, les religions etc, la conception aujourd'hui des „compétences“ domine tout l'enseignement. Ces compétences ont exclusivement pour but la mise en place immédiate de l'individu dans la vie économique. Le savoir et les connaissances font place à une soi-disant proximité de vie et la société renonce aux acquis culturels et intellectuels de ses ancêtres.

Pour donner un exemple de la vie scolaire pratique (et je parle du monde germanophone) :

- on peut facilement exercer et entraîner les compétences de lecture à l'aide du mode d'emploi d'un médicament ou d'un aspirateur. Plus besoin d'un seul texte littéraire!
- Aujourd'hui, on pratique aussi l'histoire sans connaissances historiques mais à travers de compétences d'orientation, d'action, de méthodes etc.
- Et dans l'enseignement des langues tous les aspects culturels ont complètement disparu.

Les conceptions pédagogiques d'aujourd'hui ont pour but le conformisme, la satisfaction des exigences des employeurs et la hausse des bénéfices. On cherche également à augmenter l'endurance des gens au travail. Le garant pour assurer ses compétences, ce sont des tests, des évaluations, des certifications et des règlements permanents.

Les tests qui sont faits par Bologna, Pisa, etc. déterminent en même temps, c'est logique, le programme, et le but est l'utilisation immédiate de l'individu.

Avec ce processus, les écoles et les universités ont définitivement abandonné la liberté de l'enseignement et les professeurs sont réduits à être de simples accompagnateurs des étudiants qui les préparent en permanence aux tests. Ils n'enseignent plus!

Les facultés humaines qui sont les caractéristiques du continent Européen et qui ont créé cette société européenne comme nous la connaissons aujourd'hui (et on peut dire, à juste titre, parce que c'est la forme de vie commune la plus humaine et la plus évoluée qui existe dans l'histoire et dans le monde) ces facultés sont sacrifiées au nom de l'économie. Dans les

écoles, il n'y a plus de temps pour penser, analyser, réfléchir. En très peu d'années on a supprimé la littérature, les arts et la musique, et donc on a aboli l'occasion pour les jeunes de comprendre les problèmes de la vie en les transférant – à travers des chefs-d'oeuvres universels – dans un univers émotionnel. Même le savoir historique a dû céder la place à un éventail de compétences (de méthodes, de jugement, de poser des questions, d'agir...)

Connaissances et conscience font place aux opinions, aux idéologies, aux dogmes, aux formules et aux humeurs. La réduction des contenus et la simplification de la langue engendrent aussi une simplification de la conscience et des interprétations. Même les leaders ont perdu aujourd'hui les connaissances sociales et historiques.

L'école aujourd'hui doit satisfaire à deux attentes contradictoires:

- D'une part, ce sont les intérêts exclusivement économiques qui déterminent les programmes. Par la centralisation et l'uniformisation, tout le travail est devenu comparable. Mais la créativité et toute pensée individuelle ne sont plus compatibles avec le système actuel.
- D'autre part, l'école devrait – et Liessmann appelle cela „la pédagogie des illusions“ – équilibrer les inégalités que le dynamisme d'une société capitaliste renforce et accélère rapidement chaque jour.

A la manière d'une pédagogie intégrante et gentille, on veut diminuer toutes les inégalités, et toute sorte de différences paraît comme une discrimination. Tout et chacun doit être pareil et, dans un nouveau „Rousseauisme“, on part de l'idée que tous les individus ont les mêmes talents et que toutes les qualités sont distribuées de façon juste parmi l'humanité. En mettant l'accent seulement sur l'académisme, c'est-à-dire, dans le but d'augmenter le taux des académiciens (qui sont d'ailleurs aussi touchés par le chômage), on a complètement négligé p.e. le secteur des spécialistes professionnels et d'autres. Il en manque dans toute l'Union Européenne.

Les qualités et les points faibles sont départagés de façon naturelle, comme aussi les conditions d'un jeune ou d'une personne âgée, d'un homme et d'une femme, à l'est et à l'ouest. Etc

Les différences sont un aspect essentiel de la diversité et du pluralisme. Il faut seulement accorder à chacun sa valeur particulière. C'est dans ce sens, que je vois l'égalité, celle des valeurs différentes!

Face à la compétition internationale, comme avec la Chine, le Japon, La Corée du Sud etc, où les anciennes techniques culturelles comme la discipline, l'entraînement et la révision sont toujours valables, des méthodes qui ne sont plus bien vues par la didactique de l'ouest, qui essaie d'égaliser le système par une tolérance très grande des erreurs, alors, face à cette compétition mondiale il est bien possible que les jeunes d'Europe vont avoir des difficultés. Le chemin d'une pédagogie qui accorde seulement des droits aux jeunes sans demander –

dans la même proportion – des devoirs et des responsabilités, ce chemin peut difficilement aboutir au résultat souhaité, à moins qu'un miracle ne se produise.

C'est bien de donner les mêmes chances à tous. C'est justement le parti socialiste qui, après la 1ère guerre mondiale, a tout fait pour rendre accessible la formation aux couches ouvrières à Vienne. Il y avait du théâtre gratuit, des bibliothèques pour les ouvriers, des manuels et les transports communs gratuits depuis Kreisky ainsi que beaucoup d'autres programmes pour faciliter l'accès de tous aux écoles supérieures.

Aujourd'hui, on va dans le sens contraire: au lieu d'élever les couches sociales inférieures, on rabaisse le niveau général, l'individualité est affaiblie par l'uniformisation et les vieux préjugés contre la bourgeoisie sont renouvelés.

Par contre, c'est justement la bourgeoisie, qui est en voie de disparition, qui est le dernier gardien/rempart de la culture et des lettres. Mais il faut se rendre compte que la culture n'est jamais transmise génétiquement. Par ailleurs, pour ceux qui veulent monter dans l'échelle sociale et obtenir une place économique supérieure, la littérature, la culture et le savoir ne sont pas le rêve de leur vie. Les idoles des aspirants au succès sont rarement les représentants des valeurs éthiques.

La pédagogie du 21ème siècle, qui veut établir l'égalité absolue et qui apprend aux jeunes comment maîtriser les sentiments négatifs, comment se débrouiller dans des situations difficiles et comment communiquer avec des gens qui sont différents et qui pensent différemment, et bien, ces théories trouvent peu d'exemples dans le monde réel.

Dans la politique et dans les médias on pratique une toute autre langue et une toute autre façon d'agir. Un écart énorme se crée entre les dirigeants et les populations. L'étonnement des citoyens est grand quand ils entendent parler de sanctions, guerre de marchés, préparatifs ou interventions militaires. On remarque que l'engagement pour la paix est faible et que le dialogue, le raisonnement, la bonne volonté et le consensus, c'est pour les petits, un genre d'opium pour le peuple.

Une discussion souvent négligée est celle du rôle des sexes. C'est un fait que les filles et les femmes n'ont toujours pas obtenu l'égalité. Les soi-disants métiers féminins – bien souvent des métiers dans les domaines sociaux - sont moins bien payés (par exemple 70 pourcent en moyenne des enseignants dans l'éducation élémentaire et générale sont des femmes). On encourage les filles à s'orienter plutôt vers les professions masculines, la technique par exemple. L'inverse est rarement le cas.

Pourtant, il faut se poser la question de savoir si, dans le discours politique la solidarité, la responsabilité sociale et l'engagement pour les faibles de la société jouent un rôle de plus en plus grand, pourquoi dans la vie quotidienne et dans la vie professionnelle ces qualités sont si peu appréciées et honorées.

Selon les études de l'OCDE, les filles ont des résultats catastrophiques dans des matières scientifiques et mathématiques en comparaison avec leurs collègues masculins. La société actuelle met l'accent sur les valeurs basées sur une logique rationnelle et mathématique. Mais justement de nos jours, il serait grand temps de renforcer l'éducation des jeunes garçons, ainsi que de ceux qui viennent d'autres cultures, à propos de comportement, de culture et d'éthique pour sauvegarder l'Esprit Européen et pour protéger les acquis de l'émancipation.

L'histoire Européenne qui a un long processus douloureux derrière elle, avant d'arriver aux valeurs humaines d'aujourd'hui, a dû trouver un équilibre entre le progrès et la sauvegarde, entre l'intellect et le sentiment. Les gens aspirent aux valeurs Européennes qui sont un produit de l'Antiquité, de la tradition judéo-chrétienne et des connaissances de lumières.

Mais le véritable Esprit Européen qui rêve d'un monde juste et parfait ne peut pas se réaliser tant qu'il y a un fossé entre les exigences éthiques d'une part, et la réalité capitaliste économique d'autre part. Les deux semblent même s'exclure mutuellement.

L'humanité ne va pas progresser si les conditions sociales et humaines ne se développent pas dans la même mesure que le progrès économique et technologique. Technologie ne signifie pas automatiquement amélioration du système social, et prospérité économique n'entraîne pas automatiquement humanité et égalité pour tous.

De même, la démocratie ne garantit pas le bonheur d'une société qui a perdu tous ses outils et instruments pour remplir ses tâches démocratiques, notamment celles d'être majeur et critique. Car la réduction de la pensée, déjà mentionnée plus haut, qui divise le monde en Bien et Mal, en Juste et Faux et en Noir et Blanc, cette réduction exclut toute dialectique et discussion. Dans le monde actuel, des émotions collectives faciles débouchent très vite en mobbing collectif et peut-être un jour aussi en violence. Les associations avec les mécanismes de la République de Weimar sont là ainsi que la crainte que la vraie démocratie décline. Avec la triste différence que les nouveaux médias accélèrent ces processus de haine et de création de clichés.

La démocratie ne signifie pas seulement un respect des lois et des normes et qu'on gère un Etat comme une entreprise où les valeurs humaines et culturelles sont classées derrière les intérêts économiques par le manager. Une société démocratique ne se construit pas comme une oeuvre architecturale mais aussi par une morale qui doit être vécue chaque jour et où tout individu - qui réclame des droits- doit aussi assumer ses responsabilités et devenir un membre responsable de la communauté. Montesquieu dit que „la base de la démocratie est la vertu“.

Autrement dit, dans un système purement mathématique et numérique – et la numérisation est une autre discussion – l'homme dégénère en une créature sans âme, dans un monde désenchanté, marqué d'un code barre et où les arts, la culture, l'amitié, l'humour, la poésie et beaucoup d'autres expressions humaines ne sont plus accessibles parce qu' on ne les

connaît plus. La consommation presque infantile devient la haute maxime, l'apothéose d'une société où tout le monde mange la même chose, entend les mêmes musiques, met les mêmes vêtements et pense les mêmes pensées.

De nombreux développements issus d'une liberté radicale des marchés ne sont plus à justifier devant les peuples.

Si nous parlons de valeurs éthiques et si nous pensons avant tout à un monde équilibré et juste, il faut aussi parler des animaux, des ressources naturelles et enfin, il faut se poser la question de savoir à quel point quelques particuliers ont-ils le droit de mettre la main aux ressources du collectif (l'immobilier, l'alimentation, l'eau, les semences, l'agrochimie, etc). Si la dimension humaine ne fait pas partie du progrès et de la croissance, les inégalités vont croître. Le globe sera partagé en deux sociétés où la partie la plus aisée va avoir peur de la partie des plus démunis. Ce n'est pas un problème européen mais mondial. Ce sont les grandes institutions qui devraient être sollicitées.

La politique et l'économie doivent remplir les mêmes critères que celles qu'on demande à chaque élève. „Les lois sont surtout faites pour les rois!“ dit Créon à Antigone dans la pièce de Jean Anouilh. Tant que les multinationales ne suivent pas les bases éthiques et tant qu'on ne réussit pas à établir des accords internationaux à la manière d'une „Convention de Genève“, les inégalités dans la société ne vont pas changer.

L'économie ne va pas créer un monde juste. Ce n'est pas son devoir originel. Mais elle doit fournir à l'Etat sa part pour que celui-ci puisse remplir son devoir social. L'Etat d'aujourd'hui ne peut pas compenser les déficits qui sont le résultat d'un capitalisme libéral. Ce n'est pas non plus les femmes et les enfants qui vont sauver le monde avec leurs petits projets bien intentionnés.

Il est inadmissible que les grandes multinationales déterminent les décisions politiques et que la population ait de plus en plus l'impression que le manque d'argent – causé par un manque d'imposition fiscale qui va dans les milliards - que ce manque d'argent donc sera compensé par des lois plus sévères et par une réduction des prestations sociales.

En Autriche, depuis la fin de la 2ème guerre mondiale, le „Sozialpartnerschaft“, c'est-à-dire le partenariat entre les différentes couches sociales a garanti la paix sociale. Par un dialogue acharné entre les représentants de l'économie et les syndicats, et par la volonté de trouver une balance entre différents intérêts, une société relativement équilibrée s'est maintenue pendant des décennies.

Ce processus était enclenché principalement par la Franc-Maçonnerie, par des Frères de Loges venant de tous les milieux. Ils se sont dit : si nous réussissons à parler et à travailler en loge ensemble, nous devons aussi réussir à faire la même chose dans la vie, à l'extérieur de la loge, pour réaliser un monde vivable pour tous.

Pour moi, c'est une preuve qu'une pensée juste et le consensus le permettent.

Un dernier point qui me paraît très important dans la discussion sur l'égalité en Europe, c'est l'égalité parmi les différentes nations européennes. Il faut que chaque nation – sans exception – retravaille son passé et assume ses responsabilités historiques. L'ancienne ministre américaine, Madeleine Albright, disait : „Seulement si on connaît les traumatisme de la personne avec qui on parle, on peut la comprendre et construire un futur“. Je pense ici surtout aux pays de l'est. Un sentiment ou l'impression de supériorité ou d'infériorité – toutes deux ennemies de l'égalité – peut facilement mener à un retour aux nationalismes. En arrivant à guérir les blessures et à se rencontrer sur un pied d'absolue égalité, la coopération et l'amitié sont possibles et le sentiment d'une identité commune peut naître, voire une âme Européenne.

Dans se sens j'ai la profonde conviction que, après cet acquis des lumières qui est la victoire de la raison sur les superstitions et les dogmes, il faut aller encore plus loin: nous devons retrouver et renforcer la dimension humaine qui signifie, enfin, l'amour inconditionnel pour l'être humain sans lequel une politique humaine ne peut pas réussir.

J'ai dit.

**Conférence de Philippe FOUSSIER,
Journaliste politique
Passé Grand Maître du Grand Orient de France**

**TOUS LES ETRES HUMAINS NAISSENT LIBRES ET EGAUX
EN DIGNITE ET EN DROITS
(article 1^{er} de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme)**

Merci tout d'abord au groupe de l'Alliance des libéraux et démocrates pour l'Europe de nous accueillir pour ce colloque important. Merci à Thierry Cornillet de partager nos travaux et un grand merci à l'Alliance Maçonnique Européenne d'avoir pris cette initiative d'organiser ce colloque sur ce thème à une période où on a eu l'habitude, peut-être s'est-on gargarisé de ce terme pendant les 30 dernières années, de se dire que l'Europe était à la croisée des chemins. Je pense que nous sommes en effet pour le coup vraiment à une époque où l'Europe est à la croisée des chemins parce que les défis qui sont devant elle, qui sont autour d'elle n'ont jamais été aussi périlleux, n'ont jamais été aussi sérieux que depuis soixante-dix ans. Elle s'est constituée, vous le savez, à travers le traité de Rome, une dizaine d'années après la fin de la seconde guerre mondiale. Je n'oublie pas que, depuis ces soixante-dix ans qui nous séparent de la fin de la seconde guerre mondiale, un certain nombre de pays européens n'ont pas vécu dans la démocratie, que ce soit les pays de l'Europe de l'est, parce que, nous le savons tous, le rideau de fer a fait en sorte que beaucoup de pays échappent aux normes démocratiques pendant 40 ans. Je n'oublie pas non plus qu'un certain nombre de pays qui appartiennent à la vieille Europe ont vécu sous des régimes dictatoriaux et je pense en particulier à l'Espagne, au Portugal ou à la Grèce bien sûr.

Mais globalement, pour le reste de la vieille Europe, nous avons coutume de vivre dans des conditions relativement satisfaisantes de paix, d'harmonie sociale relative, de prospérité où la question de la démocratie et des droits de l'homme était posée de manière plutôt marginale, je dirais plutôt pour des occidentaux, comme un luxe, on appréciait ces questions plutôt comme un luxe alors que la plupart des pays du monde vivaient eux sous des régimes qui n'étaient pas caractérisés par la démocratie.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une situation, où nous n'avions pas connu depuis aussi longtemps la résurgence de tant de dangers, de tant de défis, la montée des populismes, des populismes xénophobes, des partis antisystème dont certains gouvernent. Nous parlions tout à l'heure de la venue la semaine prochaine au Parlement Européen de Monsieur Orban, il est malheureusement un des multiples représentants de l'évolution de cette Europe vers l'illibéralisme.

Nous avons aujourd'hui des partis antisystème, des partis xénophobes qui sont soit au pouvoir, soit qui gouvernent en coalition dans beaucoup de pays et puis nous avons, c'est le cas en France, un parti extrémiste à droite qui réalise des scores électoraux très conséquents depuis 30 ans, cela fait que, chez nous, nous connaissons cela donc nous sommes dans une

réalité tout à fait perceptible du point de vue des dangers qui pèsent sur la démocratie. Nous voyons combien cette démocratie que nous croyons installée pour l'éternité est fragile, que la question de la protection des droits de l'homme, des droits de l'opposition, des droits de la presse, des libertés fondamentales, des libertés individuelles se pose maintenant de manière très concrète dans beaucoup de pays européens et nous constatons, parallèlement à cela, le fait qu'il peut y avoir aussi pour cette union européenne que nous avons eu tant de mal à construire un risque de dislocation parce que la montée à la fois d'une forme de nationalisme, que je décrirais à travers le phénomène du Brexit, mais d'autres formes de nationalisme, les ethno-régionalismes qui se développent (on pourrait évidemment en parler à travers le cas espagnol qui est probablement le plus actuel, mais on en connaît dans beaucoup de pays d'Europe), nous sommes face à véritablement un risque de dislocation c'est-à-dire que cette Europe, sans verser dans le catastrophisme, elle peut demain s'effondrer sur elle-même comme un château de cartes en raison, de la conjonction de tous ces phénomènes avec un contexte géopolitique qui n'a jamais été aussi dangereux depuis 72 ans. Là aussi pendant très longtemps c'était l'avantage du rideau de fer sur l'équilibre de la terre qui nous préservait contre certains risques de guerre même si je ne méconnais pas le fait que, depuis, il y a eu la Yougoslavie aux frontières, à l'intérieur même de l'Europe dans sa périphérie, bien sûr, il y a eu des guerres sanglantes, terribles mais nous étions préservés dans la vieille Europe alors qu'aujourd'hui avec les 2 superpuissances dirigées par des hommes, je dirais imprévisibles nous avons, avec l'évolution de la Turquie que nous connaissons depuis quelques années, un certain nombre de risques qui s'accumulent.

Bref, tout ça conjugué fait que probablement en effet nous n'avons pas été depuis longtemps autant à la croisée des chemins dans cette Europe et qu'il y a nécessité, en effet, pour nous, francs-maçons, représentant diverses obédiences maçonniques à travers l'Europe, il y a nécessité de réfléchir, de produire et d'agir parce que nous avons un discours me semble-t-il particulier à porter et c'est ce qui me permet d'aborder mon propos plus théorique. Pourquoi il nous faut à mon avis nous recentrer sur ce texte, revenir à la source de ce texte parce que je pense que beaucoup des maux qui caractérisent l'évolution de nos sociétés viennent d'une distanciation vis à vis de ces principes, ces principes de l'égalité des droits entre les Hommes, (je parle d'Hommes de manière générique, des hommes et des femmes, naturellement, c'est toute l'humanité, qu'il n'y ait pas d'ambiguïté de ce point de vue). Cette conception de l'égalité des droits, elle renvoie à ce que la Franc-Maçonnerie a porté depuis le XVIIIème siècle parce que en réunissant, c'était le cas en Angleterre d'abord, c'était le cas aussi en France en s'implantant sur le continent peu à peu, la Franc-Maçonnerie a constitué une rupture considérable avec l'ordre établi parce qu'elle permettait que dans ses loges se retrouvent des hommes (pour les femmes cela viendra plus tard, à la fin du XVIIIème siècle) mais en ce début du XVIIème siècle, la Franc-Maçonnerie permet que se retrouvent dans ses loges des hommes que tout sépare dans la vie sociale et civique, dans l'ordre social et civique. Ils se retrouvent dans un espace de liberté où ils peuvent tout se dire et sur un pied d'égalité et on y trouve des nobles, on y trouve aussi des roturiers, on y trouve des hommes d'église, des protestants et des catholiques qui, sur un pied d'égalité en effet, vont pouvoir s'adresser les uns aux autres en s'appelant mon Frère.

Voilà ce qu'a produit la Franc-Maçonnerie, cette espèce de novation dans une société qui était caractérisée par le fait que lorsque vous naissiez dans un ordre, je mets de côté le clergé, vous étiez déterminé jusqu'à votre mort par l'appartenance à cet ordre.

La Franc-Maçonnerie a cassé ces codes et elle a permis à cette idée d'égalité de droits de germer par ce qu'elle l'a incarné dans ses propres loges et qu'elle a nourri ce qui allait ensuite trouver son incarnation dans l'ordre juridique à travers la déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26/08/1789 et a trouvé sa traduction juridique dans l'ordre international à travers la déclaration universelle des droits de l'homme du 10/12/1948. Cette conception de l'Homme, cette conception philosophique de l'Homme, elle doit à mon sens retrouver toute sa pertinence, nous nous en sommes éloignés, pourquoi ? Parce que cette conception de l'homme parie précisément sur l'individualisme.

Je sais quels reproches on peut lui faire. J'espère que nous aurons le temps d'en débattre si vous le souhaitez, elle postule la capacité de l'Homme, de chaque Homme, de chaque individu à s'affirmer par lui-même indépendamment de ses origines, indépendamment de ses héritages, indépendamment de ce qui lui a été légué et qu'il n'a pas choisi et donc de se construire lui-même. C'est aussi tout le projet de la Franc-Maçonnerie et c'est ce que Emmanuel Kant, le philosophe allemand, a défini lorsqu'on lui demandait de répondre à la question : « Qu'est-ce que les Lumières ? » , « C'est pour l'homme de sortir de l'état de minorité », cela veut dire s'affranchir de toutes les tutelles et donc pouvoir lui-même être majeur et donc sortir en effet de cet état de minorité. Donc, cette idée-là, elle parie effectivement sur l'individu et c'est la raison pour laquelle d'ailleurs, dans nos loges maçonniques, nous recrutons des gens qui vont nous rejoindre, des profanes, non pas parce qu'ils représentent ce qu'ils sont censés représenter mais nous les « sélectionnons » pour leurs vertus individuelles et pour leurs qualités propres. Ce qu'ils sont dans leurs apparences nous indiffère, qu'ils soient blancs, jaunes, verts, gris, qu'ils soient croyants ou pas croyants. Cela dépend, il y a des obédiences qui sont un peu plus regardantes mais pour celles qui sont adogmatiques, c'est-à-dire qui n'imposent pas, laissent le choix à chacun de déterminer ses aspirations, la conduite spirituelle de ses croyances, et bien on est indifférent à ce que chacun pense, d'où il vient, quelle que soit sa classe sociale sauf s'il véhicule des idées xénophobes, opposées aux droits de l'Homme, donc d'extrême droite pour faire court. Donc nous, ce qui nous intéresse c'est l'individu, dans ses vertus individuelles et ses qualités propres. C'est la raison pour laquelle ces textes là et ce texte fondamental de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme me semble porteur de tout ce que nous représentons, de ce que nous incarnons comme conception philosophique de l'Homme : tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits, tous les Hommes pris individuellement sont doués de raison et de conscience, et là encore pris individuellement, ils doivent agir envers les autres dans un esprit de fraternité.

De fraternité, cela c'est la deuxième phrase de l'article 1^{er} qui est moins souvent rappelée mais qui renvoie, vous le savez, en terminant par fraternité aussi fortement à ce que nous portons. Bien sûr, tout est dit là de notre manière de voir. Or, que se passe-t-il depuis quel temps ? Depuis quelques décennies ?

Une conception nouvelle s'est instaurée, c'est vrai au niveau international, c'est vrai aussi au niveau des institutions communautaires. C'est une conception collective qui finit par prévaloir dans beaucoup de formulations, dans beaucoup d'appréciations juridiques, c'est à travers, par exemple, le droit des minorités, l'enfermement des individus dans une logique collective, c'est-à-dire que lorsque les textes définissent collectivement une minorité ils ramènent chaque individu à une appartenance collective et en général, pas toujours, mais en règle générale, ce sont des appartenances que les individus en question n'ont pas choisies c'est à dire par exemple leur appartenance ethnique, c'est à dire leur couleur de peau, c'est éventuellement leur orientation sexuelle, on les renvoie à cette dimension-là et cette conception de l'homme est une conception profondément réactionnaire. C'est la raison pour laquelle je me permets d'attirer votre attention sur cette dangereuse évolution qui présente, certes elle est faite pour des raisons tout à fait louables, on voit bien ce qu'il y a derrière, les intentions sont louables mais il y a un véritable danger en effet d'enfermer les individus dans des logiques collectives à partir de collectifs d'appartenance qu'il n'ont pas choisi et donc de remettre l'individu dans une forme de tutelle, c'est ça le risque qui prévaut aujourd'hui me semble-t-il. Nous sommes dans l'actualité puisque le Parlement Européen est saisi d'un projet de rapport pour les normes minimales pour les minorités dans l'Union Européenne qui a été examiné par la Commission des Libertés civiles. Je crois qu'il va être discuté probablement prochainement en plénière, je ne sais pas très bien quand et, au niveau européen, comme au niveau international, nous assistons à une lente dérive vers une conception collective des droits humains et c'est, par exemple aux Nations Unies, la progression de cette idée, de cette organisation de l'alliance des civilisations. Alors au départ, elle a été portée par 2 hommes, l'ancien chef du gouvernement espagnol, Zapatero mais aussi l'actuel président turc, Erdogan : ils ont tous les deux porté cette idée d'alliance des civilisations, pour des raisons qu'on imagine probablement diverses. Cette alliance des civilisations peut certes là aussi être louable dans ses intentions, il vaut mieux cette alliance que le choc des civilisations que certains redoutaient ou peut-être espéraient de leurs vœux mais lorsque vous parlez de civilisations pour décrire ce qui constitue l'unité de la nature humaine et bien vous enfermez les individus, vous enfermez chaque homme et chaque femme dans une logique qui est celle de son passé, qui est celle de ses racines, qui est celle finalement de ses héritages et donc non pas qui lui interdit mais qui restreint sa capacité à s'affranchir de ses héritages et de ses racines. Or, tout le projet maçonnique, tout le projet des lumières et les lumières ne sont pas que franco-françaises : on peut citer Kant, on pourrait citer beaucoup de philosophes de l'ensemble de l'Europe, toute l'idée véhiculée par les lumières c'était précisément de permettre à chacun de pouvoir s'affranchir, s'il le souhaite, de ses héritages et de ses origines pour se projeter vers l'avenir, pour se construire parce que les Francs-Maçons se construisent, construisent leur utopie, ils sont des bâtisseurs et ils se projettent vers un monde meilleur, ils n'ont pas la nostalgie d'un ordre ancien, ils ne sont pas des passéistes, ils regardent toujours vers l'avenir et, vous le savez, leur utopie commune qu'ils construisent chacun à leur manière, c'est la république universelle donc, c'est la projection vers l'universel. Et donc la Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948, elle nous renvoie à cette conception universaliste de l'homme qui nous projette précisément vers l'avenir et qui nous évite de sans arrêt être renvoyé à notre passé. Le

passé, il est vivant parce que nous sommes les uns et les autres le produit d'un passé, nous sommes le produit d'un héritage en commun, tout simplement biologique de toute nature, historique, nous avons vécu les uns et les autres dans un environnement socio-culturel, nous sommes le produit d'une famille, tout cela est une donnée, ce sont des données qui sont posées que nous ne pouvons pas changer mais en revanche, nous postulons la capacité à pouvoir nous en émanciper si nous le souhaitons, pas toutes, parce que évidemment les caractéristiques ethniques ou biologiques, c'est un peu compliqué, on peut changer de couleur de peau, Michael Jackson s'y était essayé avec une fortune assez... bref avec un succès limité. On va dire donc : on peut essayer d'échapper à ses héritages, pas tous, et en tout cas c'est le projet que nous avons parce que cela correspond à notre manière de concevoir l'homme.

Je le disais, je vais revenir à travers de quelques notions qui viennent saturer le débat que nous connaissons dans nos sociétés, on pourrait dire occidentales : c'est sans cesse l'obsession pour l'identité c'est-à-dire que chacun se revendique d'une identité et, vous le savez, lorsqu' on se revendique d'une identité, souvent ce sont des identités que nous n'avons pas choisies précisément, parce que nous voyons le débat s'organiser de plus en plus dans nos sociétés , c'est le cas en France, je ne sais pas si vous avez la même chose dans tous les pays européens. Les gens se revendiquent d'une identité qu'ils n'ont pas choisie, c'est la couleur de peau, c'est la religion. On peut choisir sa religion mais souvent ce sont des gens qui ont baigné dans un environnement religieux dont ils ne parviennent pas, ou ne veulent pas s'extraire.

C'est, je le disais, la couleur de peau, c'est l'ethnie, c'est l'appartenance nationale, donc c'est le choc des identités qui caractérise de plus en plus notre société : c'est l'exaltation des différences, c'est l'exaltation de la notion de diversité. Or, nous avons insisté me semble-t-il sur l'unité du genre humain : vous savez que nous avons tous, êtres humains, quel que soit notre patrimoine génétique, plus de 99,19% de patrimoine génétique commun avec le chimpanzé donc vous imaginez, entre nous, ce qui nous caractérise d'abord, c'est l'unité de notre patrimoine commun, c'est notre appartenance à cette commune humanité or un certain nombre d'individus qui se sont lancés dans des entreprises identitaires insistent sur ce qui différencie les individus pour les distinguer. Vous ne pouvez pas vivre ensemble avec quelqu'un qui n'a pas la même couleur de peau, qui n'a pas la même idéologie, qui n'a pas la même religion que vous.

Vous savez, ces discriminations, elles existent, elles ont été incarnées dans l'histoire, par exemple dans l'apartheid sud-africain, ce qu'on appelait le développement séparé, c'est la traduction d'apartheid. Développement séparé, ce qui veut dire que parce que nous sommes différents, nous ne pouvons pas vivre ensemble. Nous, francs-maçons, postulons exactement l'inverse, à savoir que nous avons davantage de points communs que de divergences. Nous avons davantage de choses qui nous rassemblent que d'éléments qui nous distinguent et les éléments qui nous distinguent, en général ils sont d'abord visibles à l'œil nu donc il n'y a pas besoin d'avoir une traduction juridique pour les souligner et en plus, nous avons chacun notre individualité propre qui fait que, de la même manière, nous

échappons à nos héritages : tous les noirs ne sont pas identiques de même que tous les blancs ne sont pas identiques.

Vous avez vu et de plus en plus comment le débat public dans nos sociétés glisse vers une essentialisation des personnes, c'est à dire renvoyant chacun à son essence. Vous connaissez la fameuse phrase de Sartre : « l'existence précède l'essence » c'est-à-dire qu'il postulait que précisément ce que nous allons construire de nous- mêmes va nous définir et donc pas notre essence. C'est une philosophie inverse qui s'impose et qui prétend précisément que c'est l'essence qui doit nous différencier, qui doit nous distinguer, qui doit nous caractériser. Voilà le glissement dans lequel nous sommes plongés de façon plus ou moins perceptible depuis un certain temps ce qui nous conduit à, en effet, observer de plus en plus des formes d'organisation communautaire dans la société. Alors, les communautés d'affinités elles existent, bien sûr, on peut se retrouver et d'ailleurs les francs-maçons construisent une communauté d'affinités d'une certaine manière, ils se retrouvent entre eux, ils ont plaisir à le faire. Ils éprouvent les uns pour les autres des sentiments de fraternité mais en général, ils sont très développés et bien sûr, il y a des affinités, on peut se retrouver à travers des formes d'appartenance commune. On peut se retrouver entre originaire de telle ou telle région, admirateur de tel ou tel patrimoine. Tout cela est louable mais de plus en plus ces notions sont traduites dans le domaine juridique et nous assistons à une communautarisation de la société c'est-à-dire une séparation et en plus, les gens s'enferment dans des affinités, se séparent des autres parce qu'ils ne sont pas constitués de la même manière. Cette communautarisation de la société, elle tend à progresser, vous le voyez bien notamment dans les pays qui nous environnent, je pense qu'il est inutile de développer les exemples.

Donc je pense que nous avons à nous retrouver dans la source, évidemment il ne s'agit pas de plagier, mais dans la source qui a été évidemment l'Europe des Lumières.

On parlait tout à l'heure que l'Europe était caractérisée par la grande diversité linguistique au Parlement Européen, au quotidien 24 langues mais l'Europe des lumières, elle était également constituée d'un patrimoine linguistique considérable peut-être plus encore qu'ailleurs parce que en France même il y avait certainement une centaine de dialectes, et encore je ne parlerai pas des patois pour n'offenser personne, qu'on parlait et qui se modifiaient donc il y avait probablement encore plus de différences linguistiques et pourtant dans cette Europe des lumières, il y avait un foisonnement culturel, évidemment qui était réservé aux élites, mais il y avait un foisonnement culturel phénoménal et on parlait de la philosophie, de la musique, de la littérature, de la peinture. Il y avait des échanges considérables dans cette Europe qui était une Europe du cosmopolitisme, qui s'intéressait à l'autre, qui se projetait dans l'univers, qui se projetait aussi dans l'universel, qui était ouverte à la connaissance de l'autre, était ouverte à la connaissance scientifique, au progrès, donc nous avons me semble-t-il, dans cette forme-là, dans cette conception des choses, un exemple européen. Il y a eu aussi le printemps des peuples en 1.800. On a emmené l'Europe de l'est dans le mouvement qui lui aussi nous dit beaucoup de choses, la manière dont l'Europe du Traité de Rome peut être reconstruite, je dis ça vous savez parce que l'Europe, ce n'est pas être irrévérencieux vis-à-vis d'elle, elle a d'abord été construite sur l'économie, sur les échanges de produits, sur le charbon et l'acier pour commencer. C'est une Europe de

l'économie or l'Europe des lumières comme l'Europe du printemps des peuples c'est une Europe de valeurs, c'est une Europe de la culture, c'est une Europe de l'Homme, elle met d'abord l'idée en premier, elle met d'abord la culture, la projection en premier.

Nous avons me semble-t-il à nous ressourcer dans cette Europe-là, cette Europe des lumières, cette Europe de 1848, du printemps des peuples pour faire en sorte que l'Europe que nous allons construire tous ensemble, parce qu'elle est en construction permanente ne dérive pas vers les modèles de l'Ancien Régime qui enferment les individus dans leur passé, qui enferment les individus dans leurs héritages, que ce soit une Europe précisément du progrès qui puisse jaillir des prochains débats qui vont alimenter beaucoup de nos échanges dans les divers pays européens à la faveur des élections européennes. Il y a des enjeux considérables, Thierry Cornillet en parlerait évidemment beaucoup mieux que moi parce que de la majorité qui va sortir au parlement Européen et donc de la présidence de la commission, il y a derrière évidemment des défis considérables qui sont posés devant vous.

Voilà ce que je voulais vous dire en vous rappelant combien cet article 1^{er} de la déclaration des droits de l'homme doit demeurer notre boussole, l'incarnation de notre conception de l'homme. Encore une fois, je ne méconnais pas les reproches que l'on peut faire à un universalisme abstrait mais c'est à travers cette conception là que nous devons arrimer juridiquement notre organisation sociale.

∴

